

**Gramsci
aujourd'hui**



**Les recettes
de
M. Tindemans**

**Une Europe
sans
anachronismes**

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série N° 7 (26)

5^{ème} année - Septembre 1974 - 40 F

Sommaire

Jacques Moins Les recettes de M. Tindemans	p. 1
Rosine Lewin La RTB et la tutelle gouvernementale	p. 5
Paul Gaveau Une Europe sans anachronismes	p. 11
Appel à l'opinion publique internationale	p. 16
René Castillo Lettre du Chili	p. 19
Pierre Joye Gramsci aujourd'hui	p. 27
A propos de mortalité : Une analyse socio-démographique — Les ravages de l'automobile	p. 38
Lire des livres	p. 42
Revue des revues	p. 45

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers,
Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau,
Pierre Joye, Rosine Lewin, René Lonnoy, Jacques Moins, Jacques Nagels,
Claude Renard, Jean-Paul Vankeerberghen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Les recettes de M. Tindemans

« Avec Tindemans c'est autre chose » proclamaient les affiches électorales du CVP. Effectivement la Belgique n'avait pas encore connu un Premier ministre qui n'arrêtait pas de former son gouvernement au fil des semaines et des mois. Pour le reste, il fait appel aux recettes traditionnelles d'une mauvaise cuisine.

Ainsi, chaque été, dans la hâte d'une fin de session parlementaire les élus sont appelés à voter des projets enlevés à l'arraché, dans une atmosphère de marathon. Dans cette galopade, quelques mesures impopulaires passent à la sauvette. Le gouvernement évite ainsi les grands débats dans l'opinion publique.

Il en a bien été ainsi cette année. Les déclarations du Premier ministre sur le rôle du Parlement et son importance dans nos institutions démocratiques relèvent sans doute de l'humour. Son absence remarquée au Parlement, ses citations imprudentes dans d'autres lieux montrent que le gouvernement est plus soucieux des privilèges de l'exécutif centralisé que des droits des élus.

Le projet de loi consacré à la pseudo-régionalisation, enfant chéri du vice-Premier de fait, a donc vu le jour. Une partie du projet de VdB consacré à la réforme de l'armée est passé sans tambour ni trompette : on recrute des volontaires à la Défense nationale.

Dès la mise du Parlement en vacances, le gouvernement a décidé une série d'impôts et des mesures de compression budgétaire.

Cela n'empêche pas l'inflation de poursuivre son chemin d'un pas encore accéléré. Les « plans » traditionnels du ministre des

Affaires économiques soutenus par les hommes de partis communautaires aux « idées nouvelles » n'y changent rien. Les mesures budgétaires y contribuent : augmentation de produits de consommation, hausse des tarifs de voyageurs au nom, sans doute, de la promotion des transports en commun, augmentation de la fiscalité communale.

LA PSEUDO-REGIONALISATION

Certes le débat au Parlement a connu des péripéties. Il était malaisé de faire passer pour des mesures de régionalisation la misère déconcentration de l'appareil central et le renforcement des provinces chères au PSC conservateur. Il n'était pas simple d'amener le FDF, défenseur d'office des libertés bruxelloise, à s'abstenir sur ses propres amendements. Une motion nouvelle et audacieuse est enfin introduite dans notre droit public : des réformes « expérimentales », qualifiées tantôt de préparatoires tantôt de temporaires. Rien n'est réglé. Les régions ne disposent ni de pouvoirs ni de moyens et la querelle sur les limites de Bruxelles n'est pas près de s'éteindre.

VdB peut pavoiser. Un garde-fou contre la véritable régionalisation s'installe. Les aspirations des régions seront déçues et l'idée de régionalisation risque de s'en trouver ternie sans entrer dans la réalité.

On perçoit mieux ainsi l'importance qu'il faut attacher aux initiatives de la FGTB reprise par le PSB et du PCB en cette matière. Le PCB a déposé un projet de régionalisation dont le principal mérite est d'être simple et clair : doter les trois régions de trois assemblées élues disposant de pouvoirs et de moyens réels. Les mêmes principes se retrouvent dans le projet du PSB. On peut sans doute regretter que le Parlement n'ait pu être saisi d'une proposition commune. Mais les initiatives convergentes créent un climat favorable à une alternative claire en matière de réformes de nos institutions. Certains persistent cependant, dans le mouvement ouvrier, à considérer ces questions comme mineures face aux problèmes économiques et sociaux. C'est perdre de vue que dans notre pays depuis fort longtemps déjà ces questions sont liées. Sans une solution positive en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, rien de durable ne peut se construire. Ecartons donc le discours des priorités qui fait perdre du temps en compromettant les efforts.

LES LUTTES SOCIALES

La situation économique est préoccupante et les luttes sociales ont démarré en force. La période des vacances a vu se développer le mouvement des éducateurs sociaux. Les paysans, victimes de la politique du Marché commun en matière agricole — décidée en dehors d'eux et en faveur des puissances financières — s'insurgent contre la baisse des prix à la production et cherchent le contact avec les consommateurs qui paient toujours plus cher les produits de la ferme. Des mouvements de grèves prennent parfois des formes originales comme aux Grès de Bouffioux, l'occupation d'usine et la poursuite de la production. Lip enseigne. Un mouvement se développe pour arracher des compensations face à la montée de prix (prime de vie chère) et pour voir se réaliser enfin

l'indexation des barèmes fiscaux réclamée depuis longtemps par les organisations syndicales. La nouvelle grève « au féminin » des ouvrières de la F.N. de Herstal s'inscrit à coup sûr dans le mouvement général contre la vie chère, mais elle rappelle aussi que pour un travail équivalent, les femmes ne perçoivent toujours pas un salaire égal à celui de leurs compagnons.

Ces luttes seront dures et appelées à prendre de l'ampleur, à s'élargir comme le demandent de nombreuses délégations syndicales d'entreprise, face à un gouvernement soucieux de satisfaire les volontés des puissances d'argent. La capitulation devant les trusts pétroliers aux arrogants bénéfiques en apporte une démonstration nouvelle. La tentation autoritaire, le recours aux pouvoirs spéciaux, aux mesures liberticides se dessinent. L'offensive bruyante contre certains journalistes de la TV, la campagne de presse de droite contre le Parlement participent d'un climat que l'on voudrait créer. La hargne de VdB préoccupé de défendre ses colonels tout en minimisant les menaces pour la démocratie s'inscrit dans cette même optique. Les attitudes gouvernementales en matière internationale, pour ne point quitter les sentiers battus par les gouvernements précédents, s'infléchissent toujours vers la défense des positions de l'impérialisme. Acceptation des déclarations agressives de l'ambassadeur de la junte chilienne, félicitations et soutien aux initiatives américaines les plus périlleuses comme à Chypre sans oublier un certain silence au sujet d'un certain télégramme adressé par le souverain au généralissime Franco pour la santé duquel il faudrait prier.

L'OPPOSITION

Dès à présent l'évolution de la politique gouvernementale entraîne au sein de la majorité, de la perplexité, pour parler comme le président du MOC, ou des réserves que la CSC exprime encore timidement. L'élargissement de la formule paraît compromis; il demandera aux partis communautaires de nouveaux abandons. Si la tentative aboutit, ils apparaîtront encore plus nettement comme des forces de réserve de la droite.

Incontestablement la rentrée politique va voir s'exercer des pressions en sens divers. Certains n'ont pas renoncé à tenter d'embarquer à nouveau le PSB dans la galère gouvernementale quitte à renverser certaines alliances sans changer de politique. Tous les dirigeants socialistes ne paraissent pas décidés à refuser la pratique politique qui les avait amenés à soutenir ou même à impulser une tripartite des plus traditionnelles ou à tenter une nouvelle expérience avec le CVP-PSC à la barre. Quand l'ex-Premier Leburton parle d'une redistribution de cartes, il songe sans doute à la répétition d'expériences malheureuses pour tout le mouvement ouvrier.

Les conditions pour créer une autre perspective mûrissent lentement. C'est sans impatience mais avec opiniâtreté qu'il faut les favoriser. Certes les démocrates-chrétiens restent empêtrés dans le PSC et ses alliances. C'est surtout en Wallonie et dans une certaine mesure à Bruxelles que l'opinion démocrate-chrétienne, le MOC notamment, manifeste son indépendance et parfois son hostilité à l'expérience Tindemans. Si la FGTB n'éprouve aucune peine à tirer en direction du gouvernement, la CSC, tout en pro-

clamant son indépendance du PSC-CVP, reste dans l'expectative et la réserve.

Dans le climat des élections syndicales, assez proches, le danger subsiste de voir se détendre quelque peu le front commun syndical. Mais les aspirations des travailleurs, leur volonté de lutte contre les mesures favorables aux puissances d'argent peuvent peser dans la balance et permettre des convergences préparatoires à un rassemblement.

Du côté socialiste, l'heure du choix a-t-elle sonné ? Le congrès idéologique, que le PSB se propose enfin de tenir, peut y contribuer. Certains paraissent comprendre que l'opposition parlementaire traditionnelle, la « cure » d'opposition ne répond pas à l'attente des travailleurs. Toutefois, le récent débat au Sénat dominé par le juridisme et, à la Chambre, l'évocation lyrique du « grand Premier » que fut Monsieur Gaston Eyskens illustrent les hésitations des socialistes à mener une opposition tournée avant tout vers la recherche de nouveaux rassemblements. Les « disputes » sur le budget ont permis à la droite de rappeler les responsabilités du PSB dans le passé.

UN VIDE A COMBLER

L'opposition au gouvernement des droites doit permettre de dégager un large rassemblement des forces progressistes de notre pays qui établisse un véritable programme de gouvernement capable de satisfaire les exigences et les aspirations des travailleurs. De nouvelles formes d'alliances sont possibles. S'il est important de voir socialistes, communistes, démocrates se rassembler dans le soutien aux forces démocratiques du Chili, dans l'opposition résolue aux régimes forts, si la gauche unie en France trace des perspectives précieuses, il nous faut nous atteler en Belgique, dans les conditions spécifiques de notre pays, à réaliser aussi le regroupement nécessaire.

Avec insistance, obstination pourrait-on dire, le PCB agit dans ce sens. Les socialistes sont appelés à jouer un rôle très important dans ce processus qui exige une orientation claire contre les monopoles et les sociétés multinationales. Les démocrates-chrétiens ne peuvent différer davantage un choix de société mais aussi dans le concret une politique d'alliances nouvelles. On a souvent souligné l'importance dans notre pays des initiatives du Front commun syndical et de la dynamique de rassemblement qu'il représente, malgré des temps forts et faibles dans son action. Il est grand temps de combler le vide que crée l'absence de rassemblement sur le terrain politique. Les expériences des dernières années montrent à l'évidence la nécessité de telles expressions politiques si l'on veut changer véritablement quelque chose dans notre pays. Il reste à en rechercher quotidiennement les formes, les objectifs et les étapes. C'est dans cet esprit que les communistes ont soumis un programme à la discussion de toutes les forces du mouvement démocratique en Belgique. C'est dans cet esprit qu'ils se sont associés à tout rassemblement, même partiel, comme l'UDP dans certaines régions wallonnes, sans jamais perdre de vue la nécessité du dialogue et de l'action unie avec les forces socialistes. C'est dans cette voie que le PCB va poursuivre son action.

La RTB et la tutelle gouvernementale

Le ministre de la Culture française, M. Jean-Pierre Grafé, a déclaré à la Chambre le 18 juillet dernier qu'il avait la ferme intention « d'aboutir avant la fin de cette année civile, à la rédaction d'un projet du nouveau statut de la RTB ».

Un an plus tôt, son prédécesseur, Pierre Falize, avait fait en substance la même promesse.

Et en 1972, M. Charles Hanin, prédécesseur de Pierre Falize, avait déjà affirmé que le nouveau statut de la RTB entrerait en vigueur avant la fin de l'année.

DES OBSTACLES POLITIQUES

On ne s'aventure donc guère à affirmer que des obstacles sérieux empêchent la naissance d'un texte plusieurs fois promis et auquel de longues études ont été consacrées.

On ne s'aventure guère davantage en diagnostiquant que ces obstacles sont politiques.

La RTB/BRT est une entreprise parastatale d'un type particulier : c'est un moyen de production et de diffusion de messages — information et culture — destinés à l'ensemble des citoyens de ce pays. L'enjeu idéologique de cette mission — que soutient une industrie de pointe aux mains de firmes multinationales — est capital : la classe dominante entend utiliser la radio-télévision pour défendre ses intérêts et diffuser ses valeurs. Mais la radio-télévision constituant un service public, la bourgeoisie masque ses ambitions en proclamant son souci d'objectivité.

La contradiction entre le caractère public de l'information d'une part, et de l'autre le caractère fermé, non-transparent et non-démocratique de la gestion ertébéenne, est de plus en plus

vivement ressentie. Et la tendance de l'exécutif à mieux « tenir en mains » l'information apparaît clairement.

Parallèlement, se posent des problèmes d'ordre institutionnel. Car si le cheminement vers la Belgique des régions est tortueux, une relative autonomie culturelle a été réalisée, qui en déplaçant les frontières de certaines prérogatives, a compliqué les relations entre la RTB/BRT et les assemblées élues.

En effet, la RTB/BRT dépend exclusivement, au niveau de l'exécutif, du gouvernement, qui n'a de comptes à rendre qu'au Parlement. Mais pour ce qui est de leur dotation et de la majeure partie de leur statut, la RTB dépend du Conseil culturel de la communauté culturelle française, et la BRT du Conseil culturel de la communauté culturelle néerlandaise. De plus, ce sont les Conseils culturels qui depuis l'an dernier élisent le conseil d'administration de la RTB et de la BRT.

Pour rappel, le statut encore en vigueur aujourd'hui date du 18 mai 1960. Il est notoirement en retard sur les exigences de l'heure, tant sur le plan de la démocratie (représentativité des organes dirigeants, rapports de ces organes avec le personnel et avec les usagers) que sur le plan technique (perspectives ouvertes par la télévision non-hertzienne) et sur celui de la régionalisation. Les tergiversations s'additionnant au fil des ans, quelques emplâtres ont, selon une tradition bien belge, été appliqués sur le vieux statut...

QUELLE TUTELLE ?

Est-ce un hasard si la radio-télévision connaît une crise plus ou moins grave dans des pays voisins ? Non sans doute. En France, le processus de dégradation continue de l'ORTF, dégradation rythmée par des scandales financiers, a connu son épilogue : le pouvoir présidentiel a mis l'Office à mort. Les mesures imposées par le président Giscard d'Estaing combinent information d'Etat et emprise des intérêts privés. Cela à l'heure où s'affirme l'exigence populaire d'une information dégagée à la fois du pouvoir politique et des puissances d'argent.

En Italie, où la radio-télévision, fief de la Démocratie-chrétienne, est particulièrement centralisée, et où l'information est particulièrement conventionnelle, de récents arrêts de la Cour constitutionnelle ont encouragé la lutte de la gauche pour que soit élargie la zone de liberté de l'information.

Mais revenons en Belgique.

Au-delà des projets, propositions et contre-propositions qui ont surgi de tous côtés sur la composition et la fonction des divers organismes à mettre en place à la RTB (conseil d'administration, conseil de programmation, comité permanent, commissions consultatives, etc.) nous voudrions nous limiter ici à un problème-clé : celui des rapports entre la RTB et le gouvernement, dont un membre — le ministre de la Culture française — exerce une « tutelle » sur le service public.

L'article 28 du statut de 1960 impose à la RTB de réaliser ses émissions d'information « dans un esprit de rigoureuse objectivité » et interdit toute censure préalable au gouvernement.

Mais la notion d'objectivité n'est pas autrement définie et les exemples sinon de censure, du moins de pressions directes et indirectes du pouvoir sont nombreux. Le pouvoir, faut-il le dire, cela signifie le gouvernement, mais aussi la Fédération des entreprises de Belgique, ou les partis de la majorité.

C'est le ministre François Perin qui a signé la dernière en date — le 13 juin 1974 — de ces pressions. Considérant qu'il avait été « piégé » en participant à une émission radiophonique à laquelle l'avait invité un journaliste — sans le prévenir qu'il aurait un interlocuteur au micro — le ministre de la Réforme des institutions a protesté avec véhémence auprès du représentant du directeur-général de la RTB. Très irrité, M. Perin a brandi la menace d'un statut plus sévère et d'un changement au conseil d'administration, mettant en cause deux de ses membres. Cette initiative ministérielle devait être dénoncée par le conseil d'administration, et l'incident évoqué par deux interpellateurs, Pierre Falize au Sénat et Louis Van Geyt à la Chambre.

Or, l'incident créé par M. Perin s'inscrit dans un contexte très précis. La presse de droite ou du « centre » ont fait de la RTB une cible ordinaire. En particulier, « La Libre Belgique », « La Dernière Heure », « Pan » et « Belgique N° 1 », par une campagne systématique contre les « gauchistes » de la radio-télévision, accréditent l'idée que la RTB serait un foyer de subversion.

Par ailleurs, au lendemain des grèves du Limbourg (janvier-février 1970), grèves auxquelles la RTB-BRT avait largement fait écho, un ministre socialiste avait traité de « fascistes » des reporters de la BRT. C'était Louis Major, titulaire du département de l'Emploi. Et le président de la Chambre, Achille Van Acker, avait réclamé la création d'un ministère de l'Information, dans le dessein évident de mieux contrôler les émissions radio-télévisées.

Au même moment, le secrétaire-général de la FGTB avait, lui aussi, mis en cause l'objectivité des journalistes de la RTB-BRT. Sans doute les antennes et écrans de l'institution avaient-ils fait une place honorable à la grève des mineurs limbourgeois. Sans doute cette importante lutte ouvrière n'avait-elle pas été reconnue par les instances syndicales. Mais « sauvages » ou pas « sauvages », elles avaient constitué un événement marquant sur le plan social. Au demeurant, répondant à Georges Debunne, des syndicalistes CGSP des instituts d'émission ont, à l'époque, fourni des précisions qui ramènent le « délit » à ses véritables proportions. « Au journal parlé de la RTB, pendant 44 jours de grève, les interventions des syndicats du Front commun ont représenté 30 % du temps global d'opinion, contre 13 % aux grévistes. Le reste était réparti entre le gouvernement, les parlementaires et le Directoire charbonnier. Au journal parlé de la BRT, les interviews des syndicats ont occupé 55 minutes d'antenne contre 35 minutes aux grévistes et 110 minutes aux hommes politiques ».

DEFENSE ET ILLUSTRATION DU POUVOIR

Il y a beaucoup de raisons pour n'être pas satisfaits de l'information que prodigue la RTB, car cette information est loin de constituer le facteur de réflexion critique, de démocratie qu'elle pourrait et devrait être.

Mais il faut bien voir QUI dirige la RTB.

Au cours de son interpellation du 18 juillet à la Chambre, Louis Van Geyt, président du PCB, a souligné l'ambiguïté de la notion d'objectivité, et d'objectivité maximale, utilisée par le Premier ministre, qui recouvrent l'une et l'autre des conceptions divergentes, voire opposées. Ce qui est souvent critiqué — et redouté jusqu'à l'obsession, à droite — c'est le non-conformisme et l'esprit critique. A croire certains, a déclaré Louis Van Geyt, il n'y aurait d'entorse à l'objectivité que gauchiste ou gauchisante. Comme si le ton dominant des informations et des commentaires de la presse écrite, parlée et télévisée, ne s'inscrivait pas dans le sens de la défense et de l'illustration plus ou moins enthousiaste ou résignée de la politique du gouvernement et du pouvoir qu'il représente.

Ce rappel de vérités fondamentales devait être fait à la tribune du Parlement. La RTB assume une fonction idéologique de classe, au service de la bourgeoisie. Le directeur-général de la RTB n'admet-il pas que la TV est liée à un certain système ? Un système dominé par la course au profit et l'exploitation de l'homme par l'homme. Un système dont les valeurs essentielles sont l'argent et l'égoïsme.

Le rappel par Louis Van Geyt est d'autant plus salutaire que le mouvement ouvrier n'est pas assez attentif, pensons-nous, à la fonction idéologique et donc politique de la radio-télévision. Bien des dirigeants syndicaux par exemple ne demandent au journal parlé ou télévisé que de diffuser une résolution du congrès ou une information sur une action ouvrière, sans songer au cadre général dans lequel s'inscrivent leurs demandes, sans s'interroger sur le message que véhiculent feuilletons, quiz ou autres émissions culturelles.

La RTB se trouve au centre d'un formidable jeu de pressions. Dans le rapport des forces que nous connaissons, les pressions les plus puissantes, les plus insidieuses et les plus efficaces viennent de la classe qui détient le pouvoir économique et politique. Qu'il appartienne au mouvement ouvrier de développer une stratégie offensive contre ces pressions c'est notre conviction, et un prochain numéro des CM reviendra plus longuement sur cet aspect du problème.

Dans l'immédiat, une menace précise requiert l'attention de toutes les forces de progrès : il faut empêcher que soit voté un statut de la RTB qui accepterait sous quelque forme que ce soit une ingérence ministérielle en matière d'information. La présence au gouvernement d'un François Perin et d'un Jean Gol — aux côtés de MM. Vanden Boeynants et De Croo — rend la menace plus consistante. Quand M. Perin a proclamé le droit du gouvernement d'intervenir directement auprès des journalistes de la RTB, sans passer par les instances régulières de la maison, le Premier ministre ne l'a pas désavoué. Il s'est au contraire réjoui, pour le dynamisme de son équipe, du « tempérament » dont avait fait preuve son ministre réformateur.

DE LOURDES RESPONSABILITES

Le projet le plus répandu à droite, parmi ceux qui rêvent d'une information radio-télévisée enfin docile, consisterait à ne plus considérer les journalistes de la RTB comme des agents d'un service public qui bénéficient, quand ils sont nommés au cadre, de la sécurité d'emploi, mais comme des travailleurs exerçant une profession

libérale. Ils auraient une rémunération beaucoup plus élevée qu'à l'heure actuelle. Par contre, ils pourraient être licenciés à tout moment — à l'américaine —, et cette insécurité d'emploi devrait les rendre plus sensibles aux sollicitations ou pressions d'en haut. L'autocensure, qui exerce des ravages dès à présent, prendrait dans cette perspective une ampleur sans précédent.

D'autres formules seraient en discussion, et certaines ne sont pas forcément d'inspiration sociale-chrétienne, néo-libérale ou « centriste ». En effet, l'an dernier, quand Pierre Falize était ministre de la Culture française dans le gouvernement de son ami Leburton, il était déjà question de mettre au point des « procédures particulières » et une « juridiction spéciale » pour garantir l'objectivité des journalistes. C'est ainsi qu'on a parlé d'un « conseil d'honneur », ou d'une espèce de tribunal chargé de faire respecter la déontologie des journalistes. Référence fut faite aux conseils de l'Ordre des médecins et des avocats. Pour justifier pareilles mesures, Pierre Falize arguait de la nécessité pour un journaliste de la presse radio-télévisée, de se sentir plus responsable qu'un journaliste de la presse écrite. Cette dernière affiche sa couleur et le lecteur choisit donc son journal en connaissance de cause, a dit le ministre, tandis que la RTB s'adresse à tous les citoyens, lesquels ne disposent pas de choix en raison du monopole des ondes détenu par les instituts d'émission.

Nous pensons que la responsabilité des journalistes est toujours lourde. Elle l'est dans la presse écrite pour ceux qui travaillent dans un journal « engagé »; elle l'est pour ceux qui collaborent à un journal faussement neutre, qui n'affiche pas sa couleur. L'est-elle davantage encore pour les journalistes de la presse radio-télévisée ? Ce n'est pas sûr; la responsabilité de l'informateur ne se mesure pas au nombre d'usagers. Et s'il est vrai que la RTB/BRT est un service public, on ne peut permettre que les travailleurs de l'information radio-télévisée deviennent des « marginaux », dotés d'un statut tout à fait particulier, et à qui demain — en raison de leur spécificité — on contesterait le droit de grève. Tous les agents des services publics ont des responsabilités vis-à-vis de la population; et les enseignants par exemple en ont d'immenses vis-à-vis de l'avenir. Mais tous doivent être traités en travailleurs et citoyens à part entière.

En tout cas, refuser aux journalistes d'assumer leurs responsabilités et confier celles-ci à un ministre n'est pas une solution. Faut-il plutôt créer une instance déontologique ? L'exemple de l'Ordre des médecins — organisme corporatiste, fermé au progrès, opaquement rétrograde — montre la voie à ne pas suivre.

La voie à suivre, elle est ailleurs. Non pas dans le retrécissement de la zone d'initiatives du journaliste de la RTB, mais dans l'élargissement de cette zone, en même temps que dans la systématisation des échanges entre travailleurs de la RTB/BRT et le reste du mouvement ouvrier, entre « émetteurs » et « récepteurs ».

Il ne faudrait pas que cette voie soit bloquée par le futur statut de la RTB.

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Quelques titres repris au sommaire des précédents numéros de 1974

Politique belge

- Jacques Moins La régionalisation dans le brouillard (2)
Jacques Moins Les droits des étrangers (4 et 5)
Rosine Lewin Quelle opposition de gauche ? (5)
Jean Terfve Les évolutions du Rassemblement wallon (6)
Jan Debrouwere Le nationalisme flamand, des « puretés » originelles à Steenokkerzeel (6)

Economie

- Pierre Joye Nationaliser l'énergie (1)
Mérites et limites des initiatives industrielles publiques (3)
Récession passagère ou crise structurelle ? (4)

Politique internationale

- Goffredo Linder Les forces armées chiliennes (2)
Paul Gayeau Le Chili et l'opinion chrétienne (4)
Rosine Lewin La France, du passé vers l'avenir (6)
Six témoignages sur l'Emilie-Romagne, région « rouge » d'Italie (6)

Idéologie

- J.C. Botson La Justice et les travailleurs (2)
Pierre Joye Pétrole et mode de vie (2)
Louise Gotovitch Handicaps socio-culturels en éducation (2)
Jacques Aron Engels, le logement social et les luttes urbaines (3)
Un débat sur l'éducation sexuelle (3)
Une table ronde sur « l'affaire Soljenitsyne » (5)

Histoire

- Bernard Dandois L'influence de la Commune sur le mouvement ouvrier belge (3)
Maxime Steinberg Joseph Jacquemotte, un certain combat (4, 5 et 6)

Parmi les livres recensés : Correspondance de Marx et d'Engels — Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, par Paul Boccara — Le léninisme sous Lénine, par Marcel Liebman — Introduction à l'Histoire immédiate, par Benoit Verhaegen — La ville et l'urbanisation, par Remy et Voyé — La spéculation foncière, par J. Aron — La prostituée, par Anne Van Haecht — Vers la fusion des communes en Wallonie, par Robert Sevrin.

Prix au numéro : 40 F.

Abonnement annuel ordinaire : 300 F.

Abonnement annuel « Jeunes » (moins de 25 ans) : 150 F.

Abonnement de soutien : 500 ou 1.000 F.

A verser au CCP 1887.45 de la Fondation Joseph Jacquemotte, avenue de Stalingrad, 18-20 — 1000 Bruxelles.

Une Europe sans anachronismes

Ce fut un été extraordinaire.

Après l'écroulement, en avril, de la dictature fasciste au Portugal, c'est le régime des colonels grecs qui s'est effondré, Nixon a dû démissionner dans une odeur de pourriture — et en Espagne, l'après-franquisme a déjà commencé.

Certes, Chypre brûle, le Vietnam saigne encore, le Chili vit depuis un an sous la botte des Pinochet. Et le Portugal ne « com-pense » pas le Chili.

Mais cet été extraordinaire, qui a ébranlé l'Europe, n'est-il pas porteur de quelques leçons ?

RAISONS ATLANTIQUES

Si Salazar et Franco survécurent à la victoire sur Hitler et Mussolini, c'est sans doute en partie pour des raisons qui tenaient aux conditions internes du Portugal et de l'Espagne. Mais c'est surtout parce que les Etats-Unis choisirent de s'appuyer sur eux et de les intégrer — officiellement ou non — dans l'alliance atlantique. En fait, depuis 1949, le Portugal et l'Espagne fascistes ont joué un rôle croissant dans la politique atlantique.

Le cas de la Grèce est encore plus flagrant : il est maintenant notoire que les colonels qui y ont imposé entre 1967 et 1974 un régime de bourreaux, de concussionnaires et de mouchards, étaient une création de la CIA. Toujours au nom de la liberté, l'impérialisme américain a choisi d'emprisonner un peuple afin de consolider le bouclier atlantique.

Ce qui s'est produit le 25 avril au Portugal et le 23 juillet en Grèce a bousculé les calculs et les schémas de Washington. Ici, la mécanique mise en place par la guerre coloniale aura été le facteur déterminant de la victoire populaire. Là, une initiative direc-

tement américaine — le coup d'Etat à Chypre — a fait boomerang, obligeant la junte d'Athènes à se démettre.

Depuis lors, on assiste dans les deux pays, et quelles que puissent être les différences dues aux contextes intérieurs, à un prodigieux déploiement de forces démocratiques.

Les différences sont considérables, on le sait.

QUARANTE-HUIT ANS

Quarante-huit ans de dictature compacte, sans éclat — avec son corporatisme, ses évêques bénisseurs, Fatima, la PIDE, la torture. Il semblait ne rien se passer au Portugal et que l'horizon y était à jamais bouché.

La répression cependant, n'a cessé de frapper. Il y avait donc, même aux moments les plus noirs, des gens qui refusaient l'étouffoir, qui voyaient au-delà de Salazar et de Caetano, qui luttèrent — forts de leur confiance dans l'avenir. Parmi ces gens, les communistes ont été aux premiers rangs, sans jamais s'isoler du peuple. Investissant les syndicats officiels pour les transformer petit à petit — et surtout depuis 1969 — en organisations de lutte des classes. Rassemblant les femmes, les paysans, les étudiants. Utilisant chaque faille du fascisme pour donner corps à la résistance.

La guerre coloniale, qui a duré treize ans, en aggravant la crise du régime, a secrété de nouvelles et puissantes forces d'opposition. L'acharnement du Portugal fasciste à rester maître de « ses » territoires d'Afrique est à la mesure des intérêts économiques qu'y avaient conquis quelques grandes compagnies : les positions les plus fortes du fascisme y sont concentrées — et elles ne seront pas automatiquement dissoutes par la décolonisation. Mais cet acharnement coûtait au pays près de la moitié de son budget, à la jeunesse un service militaire de quatre ans et la participation — de plus en plus largement récusée — à des opérations meurtrières et vaines. Le processus de contestation dans l'armée a été accéléré d'une part par les succès des mouvements de libération en Guinée-Bissau, au Mozambique, en Angola — d'autre part, par la fermentation étudiante, très vive dans les universités de Lisbonne et Coimbra. En raison même des pertes subies, le recrutement de cadres pour la « sale guerre » s'est en effet étendu aux universitaires et aux étudiants. C'est pour toutes ces raisons qu'a pu naître et se développer l'étonnant Mouvement des Forces Armées, partie prenante au gouvernement actuel.

En fait, depuis un an au moins, tous les éléments de résistance au fascisme cumulaient leurs effets : vague de grèves ouvrières et essor du syndicalisme de masse, assemblées et grèves étudiantes, vitalité de la Commission démocratique électorale où des options étaient prises publiquement pour les libertés et pour la paix, discussions très larges et actions diverses dans l'armée, à tous les niveaux et dans toutes les armes. Le succès foudroyant de la révolte du 25 avril, la clarté du programme du MFA ne s'expliquent que si on les situe dans ce long et patient processus.

En dépit de ce succès, en dépit de l'ampleur des forces démocratiques libérées depuis le 25 avril dans une extraordinaire allégresse, il est clair que le Portugal n'a pas encore liquidé les bases économiques du fascisme et qu'il doit faire face à des tâches

complexes, voire périlleuses. Mais il apparaît avec la même clarté qu'il ne pouvait, qu'il ne peut affronter ces tâches sans la participation des communistes au gouvernement, le PCP constituant l'élément fondamental de la lutte révolutionnaire des masses.

SE TURNER VERS LE PEUPLE

Et la Grèce ?

Il est significatif que la chute des colonels ait suivi et non précédé le coup d'Etat à Chypre : le Département d'Etat s'accommodait beaucoup mieux de la junte d'Athènes — impuissante, mal famée, mais docile — que du président Makarios, coupable de neutralisme. Il y eut donc une « Opération Président », avec les dramatiques conséquences que l'on sait pour les populations de l'île. Et avec cette autre conséquence inattendue : les colonels anéantis en appelant à M. Caramanlis, encore en exil à Paris.

M. Caramanlis est rentré à Athènes. Il y a formé un gouvernement où l'on retrouve notamment M. Averoff. Les deux noms sont liés à la période dite monarcho-fasciste. Mais les deux hommes, comme d'ailleurs tous les autres ministres actuels — de la droite au centre-gauche — ont après 1967 manifesté leur opposition aux colonels. Et la politique du Caramanlis d'aujourd'hui n'est pas celle qu'il incarnait hier : libération des prisonniers politiques, fermeture des camps de concentration, droit de cité relatif aux organisations de gauche, retrait de la Grèce de l'organisation militaire du Pacte atlantique.

Pourquoi ce comportement de la part d'un homme politique de droite qui fournit naguère tant de gages au Département d'Etat et qui pratiqua si volontiers l'anticommunisme ? Le gâchis causé par la dictature des colonels, la résistance populaire très large opposée à cette dictature ont sans doute fait comprendre à M. Caramanlis que la droite ne pouvait plus être ce qu'elle avait été. Les événements lui ont montré que le salut de la Grèce ne se trouve pas à Washington, mais dans les forces vives du peuple.

Cela ne signifie pas qu'il faille décerner au Premier ministre grec des brevets de vertu. Le soutien que lui accorde la gauche est conditionnel, car il reste bien des ambiguïtés à lever pour que la démocratisation du pays soit moins précaire, plus profonde. En tout état de cause, la faillite de la dictature fasciste, son incapacité fondamentale à résoudre les problèmes sont devenues évidentes. Les masses populaires ne s'y étaient pas trompées. Elles ne se sont jamais résignées à vivre sans libertés, sans démocratie ; leur combat a été constant, en dépit d'une répression aveugle. Et en Grèce aussi, le rôle des communistes apparaît comme un élément essentiel pour que les problèmes voués au pourrissement par l'ingérence américaine trouvent des solutions nationales.

SANS CONVULSIONS

La mise en place d'une Junte démocratique d'Espagne marque l'avènement de fait de l'après-franquisme. Elle vise à assurer la transition pacifique de la dictature à la démocratie, récusant d'emblée le prolongement du franquisme voulu par « le secteur politique de la bureaucratie d'Etat et certains cercles d'affaires », et dont le prince Juan Carlos, dauphin désigné, serait la figure de proue.

C'est le 30 juillet dernier qu'au cours de conférences de presse tenues conjointement « quelque part en Espagne » et à Paris, la Junte démocratique a défini sa fonction.

Parce que « la continuité de l'Etat exige, pour des raisons de dignité et de responsabilité nationales, la non-continuité du régime », la Junte offre une alternative démocratique et propose un programme. Elle assume la responsabilité de « coordonner, impulser, promouvoir et garantir le processus de restauration de la démocratie politique en Espagne », et annonce sa dissolution le jour où sera mis en place un pouvoir politique issu du suffrage universel.

Parmi les douze points de son programme, on notera l'amnistie et la libération de tous les prisonniers, la légalisation de tous les partis politiques, les libertés syndicales, de réunion, de presse — mais aussi la neutralité politique, la reconnaissance de la personnalité politique aux peuples catalan, basque, glicien, la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Deux personnalités de premier plan ont à Paris présenté ce programme de la Junte démocratique : ce sont Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste d'Espagne, et R. Calvo Serer, ancien directeur du journal « Madrid » (interdit). Ils se trouvent à deux pôles du vaste rassemblement de forces politiques décidées à refuser toute chance à un franquisme sans Franco. Que dans ces forces, parmi lesquelles figure une fraction de la bourgeoisie espagnole, il n'y a pas unanimité sur les développements ultérieurs de la démocratie, c'est certain. Le problème immédiat — et il est sérieux — est néanmoins de faire franchir sans convulsions à un pays encore traumatisé par le souvenir de la guerre civile, l'étape de la dictature à la démocratie. Et le Parti communiste n'a de toute évidence pas l'intention suicidaire de se dissoudre dans la Junte. Son programme est connu : il ne néglige aucune occasion de le populariser. Son objectif, c'est la conquête du pouvoir par les masses travailleuses pour construire une société socialiste, conforme à l'histoire et aux exigences propres des peuples d'Espagne. Le levier qu'il utilise pour atteindre cet objectif : la lutte des masses pour les libertés politiques via la destruction de la dictature. « La réalisation de la perspective démocratique doit passer par des initiatives de tout genre pour arriver à faire se rencontrer les forces antifranquistes les plus larges sur des objectifs concrets et partiels », écrivait déjà Santiago Carrillo, voici près de dix ans. La naissance de la Junte démocratique s'inscrit à droit fil dans ce tenace effort. Elle embraye sur l'Histoire.

UNE AUTRE EUROPE

La survivance des régimes fascistes méditerranéens a été voulue par l'impérialisme américain. Il n'est donc pas surprenant que l'ébranlement de ces régimes constitue pour la politique américaine et atlantique une redoutable épreuve. Crise de Chypre, « distanciation » de la Grèce à l'égard de l'OTAN, programme de neutralité pour l'Espagne de demain et, par ailleurs, l'Afrique australe secouée par le processus de décolonisation de la Guinée-Bissau, du Mozambique, de l'Angola : c'est beaucoup à digérer. Mais, dans le même temps, les événements offrent des possibilités nouvelles à l'instauration d'une véritable sécurité collective en Europe. Préconisée depuis longtemps par l'URSS et les pays socialistes, on sait

que cette perspective a éveillé de larges échos en Europe occidentale, et notamment dans l'opinion ouvrière et démocratique de chez nous. En quelques mois, elle a considérablement gagné en crédibilité. Il s'agit maintenant de lui donner consistance.

Ne nous y méprenons pas cependant : cet été extraordinaire n'a pas réglé son compte au fascisme. Il n'est pas détrôné en Espagne, il n'est pas irrévérablement déraciné en Grèce et au Portugal. Et même dans les pays démocratiques, il manifeste une agressivité inquiétante. C'est ainsi que l'Italie est le théâtre d'attentats terroristes répétés et sanglants, que revendiquent des organisations ouvertement fascistes. Volonté de semer la peur ? Tentative désespérée de faire reculer les forces de gauche, dont les progrès — notamment lors du référendum du 12 mai — préoccupent la droite ? Sans doute. Mais le terrorisme « noir » ne pourra être traqué efficacement, extirpé, qu'au moyen de réformes profondes qui rendront impossibles les collusions entre comploteurs et magistrats, entre terroristes et hauts fonctionnaires, des réformes qui mettront enfin l'appareil d'Etat italien en harmonie avec la Constitution antifasciste.

Jamais peut-être le recours à des solutions radicales, à des options franchement anticapitalistes ne se sera, comme aujourd'hui, imposé aux peuples européens. N'est-ce pas en France, d'ores et déjà, la volonté déclarée d'une gauche unie autour de son programme commun ? Quand en janvier dernier, la conférence des partis communistes des pays capitalistes d'Europe déclarait à Bruxelles : « Opposer à l'Europe des monopoles l'alternative d'une Europe des travailleurs, engager l'Europe occidentale dans la voie de la sécurité et de la coopération, défendre le droit des peuples au libre choix de leur avenir, donner une contribution spécifique au combat universel pour le progrès social et humain, pour le socialisme, c'est une grande tâche à la hauteur des capacités d'initiative de la classe ouvrière, des masses travailleuses, de la jeunesse, des forces avancées de cette partie de l'Europe », elle ne pouvait savoir la résonance qu'auraient ses propos neuf mois plus tard.

Une Europe sans anachronismes est maintenant à la portée de nos mains.

Appel à l'opinion publique internationale

Le 11 septembre 1973, lors du coup d'Etat qui a abouti à l'instauration d'un régime militaire fasciste, le président constitutionnel de la République du Chili, Salvador Allende, tombait héroïquement en défendant les institutions et le gouvernement que le peuple chilien s'était librement donné.

Comme lui, ont trouvé la mort, victimes de la réaction intérieure et de l'impérialisme, des milliers de travailleurs, de démocrates et de militaires loyaux qui avaient souhaité, pour leur pays et pour leur peuple, la justice, la démocratie, la liberté et l'indépendance nationale.

Depuis lors, les travailleurs, les démocrates, le peuple chilien tout entier, y compris beaucoup de ceux qui s'étaient opposés au gouvernement de l'Unité populaire, subissent la loi de l'arbitraire, de la terreur et de la misère.

Depuis lors, arrestations arbitraires, tortures, parodies de jugement, exécutions sommaires sont érigées en système. Depuis bientôt un an, sont bafoués les principes et garanties de la Déclaration universelle des droits de l'homme, sous couvert d'une monstruosité juridique : « l'état de guerre interne ».

Le peuple chilien lutte héroïquement pour reconquérir ses libertés élémentaires, civiques, démocratiques et syndicales.

Pour que soit enfin mis un terme à cette impitoyable répression, pour sauver les vies menacées dans les prisons et les camps, par la torture, par les procès préfabriqués ;

Pour que cesse le crime !

Venus de toute l'Europe et réunis à Paris les 6 et 7 juillet 1974, ensemble, nous exigeons solennellement :

— que cesse « l'état de guerre interne » au Chili ;

— que cessent les arrestations arbitraires, les tortures, les jugements sommaires ;

— que soient mis en liberté les dirigeants de l'Unité populaire menacés par des procès préfabriqués et dont les vies sont en danger, notamment Luis Corvalan, Clodomiro Almeyda, Carlos Morales, Fernando Flores, Pedro Felipe Ramirez et tous autres dirigeants de l'Unité populaire, ainsi que les membres des forces armées fidèles à la constitution ; que soit donnée connaissance du sort des militants disparus, tels que Gustavo Rous et Van Schouwen ; que soient libérés tous les militants de la résistance populaire et tous les détenus politiques des prisons, des camps d'internement et des îles de déportation ;

— que le droit d'asile soit respecté et des sauf-conduits accordés à tous les réfugiés dans les ambassades ;

— que soient rétablis les libertés élémentaires, civiques, démocratiques et syndicales, la dignité et les droits de l'homme.

Nous appelons l'opinion publique internationale tout entière, tous les hommes et les femmes épris de justice et de liberté, quelles que soient leur opinion politique, leur conviction philosophique ou leur croyance religieuse, à agir par tous les moyens pour imposer ces exigences.

Assez de deuils, de sang, de larmes au Chili !

Justice et liberté pour le peuple chilien !

Paris, le 7 juillet 1974.

Voici la liste des partis, syndicats, mouvements et associations ayant approuvé cet appel (Les signataires sont présentés pour chaque courant de pensée dans l'ordre alphabétique de leur pays.)

Parti communiste autrichien ; Parti communiste de Belgique ; Parti communiste bulgare ; Parti socialiste unifié de Berlin-Ouest ; Parti progressiste du peuple travailleur de Chypre (AKEL) ; Parti communiste du Danemark ;

Parti communiste d'Espagne ; Parti communiste de Finlande ; Parti communiste français ; Parti communiste de Grande-Bretagne ; Parti communiste de Grèce ; Parti socialiste ouvrier hongrois ; Parti communiste d'Irlande ; Parti communiste italien ; Parti communiste luxembourgeois ;

Parti communiste de Norvège ; Parti communiste des Pays-Bas ; Parti ouvrier unifié polonais ; Parti communiste portugais ; Parti socialiste unifié

d'Allemagne (RDA) ; Parti communiste allemand (RFA) ; Parti communiste roumain ; Parti communiste de San-Marin ;

Parti de gauche communiste de Suède ; Parti suisse du travail ; Parti communiste de Tchécoslovaquie ; Parti communiste de Turquie ; Parti communiste de l'Union soviétique ; Ligue des communistes de Yougoslavie ;

Parti socialiste belge ; Parti social-démocrate du Danemark ; Parti socialiste ouvrier d'Espagne ; Parti social-démocrate de Finlande ; Parti socialiste (France) ; Parti travailliste de Grande-Bretagne ; Union socialiste démocratique grecque ; Parti socialiste italien ;

Parti social-démocrate italien ; Parti socialiste luxembourgeois ; Parti socialiste néerlandais ; Parti socialiste portugais ; Parti social-démocrate de Suède ;

Union radicale démocrate et progressiste de Belgique ; Mouvement des radicaux de gauche (France) ; Jeunes radicaux (France) ; Parti radical des Pays-Bas ;

Jeunesse communiste de Belgique ; Union de la Jeunesse dimitrovienna (Bulgarie) ; Jeunesses communistes d'Espagne ; Mouvement de la jeunesse communiste (France) ; Jeunesse communiste de Grèce ; Fédération des jeunesses communistes italiennes ; Jeunesse libre allemande (RDA) ;

Union de la jeunesse communiste de Roumanie ; Jeunesse communiste de Suède ; Union socialiste de la jeunesse de Tchécoslovaquie ; Union de la jeunesse communiste d'Union soviétique ; Union de la jeunesse de Yougoslavie ;

Jeunesses socialistes flamandes (Belgique) ; Jeunesses socialistes wallonnes francophones (Belgique) ; Jeunesses socialistes d'Espagne ; Jeunesses socialistes (France) ;

FGTB (Belgique) ; Union des syndicats bulgares ; UGTE (Espagne) ; Commissions ouvrières (Espagne) Union sindical obrera (Espagne) ; SAK (Finlande) ; CGT (France) ; CFTD (France) ; FEN (France) ; UNEF (France) ; Union des étudiants (NUSUK) (Grande-Bretagne) ; Union des syndicats (Hongrie) ; CGIL (Italie) ; FLM (Italie) ;

Conseil des syndicats (Pologne) ; Intersyndicale (Portugal) ; FGDB (RDA) ; Union nationale des associations d'étudiants (RFA) ; Union générale des syndicats de Roumanie ; Syndicats de San-Marin ; Syndicats révolutionnaires de Tchécoslovaquie ; Syndicats de l'Union soviétique ; Confédération des syndicats (CSY) de Yougoslavie ;

Union démocratique du peuple finlandais ; Union de la jeunesse démocratique (Finlande) ; Parti socialiste unifié (France) ; Front progressiste (France) ; Jeunesse ouvrière chrétienne (France) ; Ligue des Droits de l'homme (France) ; PAK (Grèce) ; ACLI (Italie) ; Eglise orthodoxe (URSS).

Lettre du Chili

Les différentes composantes de l'Unité populaire poursuivent l'analyse des causes de la défaite du 11 septembre 1973. Du fond de la clandestinité, René Castillo, membre de la direction du Parti communiste du Chili a adressé à la Nouvelle Revue Internationale (N° 191 - juillet 1974) une lettre qui apporte sa contribution au débat. Nous en donnons de très substantiels extraits.

Soulignant d'abord le caractère provisoire de son analyse, René Castillo rappelle certaines données du dossier.

La victoire du peuple chilien en 1970 a été le point culminant d'une période tendue de batailles de masse sur tous les fronts de la lutte sociale. Cette victoire a été rendue possible grâce au fait que le mouvement populaire s'est uni sur la base d'une ligne politique correcte déterminant de manière juste le caractère de la révolution chilienne. Les principaux ennemis, l'impérialisme, l'oligarchie monopoliste et des propriétaires fonciers, avaient été désignés avec précision. C'était l'orientation du coup principal. La classe ouvrière a créé un front social et politique, l'Unité populaire. Une ligne politique générale correcte a permis au moment décisif de s'assurer la collaboration d'autres couches sociales qui, en commun avec l'Unité populaire, s'élevaient contre les plans de la réaction. Cette ligne a donné la possibilité de former un gouvernement, c'est-à-dire de conquérir une partie du pouvoir politique, sa partie la plus dynamique et la plus importante. A partir de cette position avantageuse, le mouvement populaire s'est attelé à la transformation révolutionnaire de la société chilienne dans un climat de batailles acharnées pour le pouvoir avec les anciennes classes dominantes.

Les transformations réalisées par la classe ouvrière et le peuple avaient été prévues dans le programme de l'U.P. en conformité avec

le caractère de l'étape concrète de la révolution : la tâche consistait à surmonter le retard et la misère, à mettre fin à la domination étrangère, à la domination de l'oligarchie. L'accomplissement de ces tâches exigeait l'unité la plus large du peuple et, en même temps, ouvrait la voie à la coopération avec les forces qui n'entraient pas dans l'Unité populaire, la voie de la progression.

(.....)

Si le processus répondant objectivement aux intérêts de la population a été mis en échec, c'est en premier lieu parce que le capital étranger et l'oligarchie locale ne pouvaient se résigner à ce processus et ont fait des efforts désespérés pour le faire échouer (...)

La réaction a engagé une guerre à mort contre le gouvernement populaire.

(.....)

Lorsque le pouvoir est conquis par une voie non armée, les classes dirigeantes, dans leur lutte contre la révolution, s'appuient bien entendu sur la « légalité ». Mais dans le même temps, cette « légalité » rend le pouvoir révolutionnaire légal aux yeux des couches sociales considérables, devient un facteur qui contribue dans une certaine mesure aux transformations révolutionnaires et à l'accumulation des forces. Puisqu'il s'agit d'une étape transitoire, les anciennes institutions d'Etat sont provisoirement conservées. Mais le mouvement révolutionnaire ne peut perdre de vue que le contenu des institutions démocratiques héritées de l'ancien régime est un contenu de classe et que le développement de la démocratie est inévitablement lié à la lutte pour changer le caractère de classe de l'Etat. Telle est la garantie principale du développement révolutionnaire.

L'ennemi essaie de tirer avantage de cette situation, d'utiliser les secteurs de l'administration publique où il conserve son influence pour liquider les institutions qui ne contribuent déjà plus à maintenir sa domination de classe. Sous ce rapport, notre gouvernement a commis une série d'erreurs qui ont permis aux réactionnaires, en abusant de la liberté qui leur était laissée, de créer des conditions pour détruire toute démocratie au moyen d'un coup d'Etat fasciste. Un rôle négatif a été joué par la notion idéaliste de liberté, par l'approche de la solution des problèmes en dehors de toute liaison avec la lutte des classes. Cela s'est manifesté dans la tolérance à l'égard des agissements des fascistes et a contribué à leur activité.

Dans l'ambiance de la lutte liée à la conquête d'une partie du pouvoir politique dans le cadre du régime d'Etat bourgeois, la lutte idéologique revêt une importance particulière. Les idées des classes qui ont fait leur temps pèsent sur les masses, et même prédominent parmi celles-ci. De plus les réactionnaires disposent des moyens de diffusion de ces idées (presse, radio, télévision, cinéma, écoles). Tout cela représente une arme puissante de la restauration bourgeoise. Pour triompher, les forces populaires doivent savoir infliger la défaite à l'ennemi dans ce domaine également. Nous n'avons pu éliminer la disproportion entre les mass media dont disposaient les réactionnaires et les forces progressistes. Plus encore, nous n'avons pas suffisamment utilisé les possibilités dont nous disposions. L'ennemi, lui, a déclenché une campagne de calomnies qui a permis de duper de larges couches populaires.

Abordant le domaine — décisif — de l'économie, Castillo note :

La situation économique héritée du passé a été encore aggravée par les manœuvres de la réaction. En raison du développement du processus révolutionnaire, la demande de marchandises, surtout des articles de première nécessité, qui était autrefois déterminée par des rapports capitalistes et la répartition appropriée des revenus, a augmenté et était due, dans une mesure considérable, aux besoins réels de la société.

L'amélioration des conditions de vie du peuple travailleur, l'accroissement de la production et de la productivité du travail, une discipline consciente de travail de la classe ouvrière affranchie de l'exploitation, telles sont les tâches que doit accomplir la direction révolutionnaire. Seule la solution de ces tâches permet de compenser le préjudice apporté, en plus de la résistance de la réaction, par le boycottage, le sabotage, la spéculation, le marché noir, et, ce qui est décisif, d'améliorer les conditions de vie des masses.

Dans un pays économiquement arriéré tel que le Chili, ces problèmes se posaient dans toute leur acuité. Nous n'avons pas pu les résoudre entièrement. La réaction intérieure et extérieure est parvenue à provoquer le chaos, une grave crise économique aggravée par nos erreurs et nos faiblesses. Et cela explique dans une mesure considérable notre défalte.

En d'autres termes, la réaction a usé de tous les moyens dont elle disposait contre le gouvernement populaire. Sur tous les fronts de la lutte de classes, de la bataille acharnée pour les positions dominantes, on a vu se constituer nettement deux centres de pouvoir opposés l'un à l'autre.

Pour que le peuple triomphe dans cette lutte, il fallait renforcer l'activité révolutionnaire de la classe ouvrière, et en même temps, développer sa capacité d'agir en alliance avec les autres forces. Quelles que soient les conditions politiques, la première chose à faire, c'est de gagner à sa cause la majorité écrasante de la population, ce qui permet d'isoler ses principaux ennemis.

C'est dans cet esprit, avec cette visée, rappelle Castillo, que l'Unité populaire avait consolidé son succès électoral de 1970, et — utilisant les contradictions entre les divers groupements bourgeois — avait pu par exemple mettre en échec la tentative de coup d'Etat du 22 octobre 1970 : la majorité de l'U.P. s'identifiait aux objectifs politiques du mouvement populaire.

Gagner la majorité pour assurer le succès de la révolution chilienne, cela signifiait rallier autour de la classe ouvrière les couches sociales les plus larges. Dans tout processus révolutionnaire, l'alliance ouvrière et paysanne a toujours joué et joue un rôle capital. Et bien que l'accélération de la réforme agraire ait conduit à des succès fort importants dans ce sens, le degré de solidité de l'alliance était insuffisant dans l'ambiance de lutte pour le pouvoir (dans l'histoire de la lutte de classes au Chili, cette alliance a toujours été assez faible).

Dans les conditions de notre pays, il était nécessaire aussi de rallier autour de la classe ouvrière les larges couches moyennes, d'attirer sous telle ou telle forme les groupes de la bourgeoisie non monopoliste, en particulier la petite et la moyenne bourgeoisie. (...)

Dès cette époque, des appréciations disparates étaient cependant avancées au sein du mouvement populaire, ce qui empêchait de diriger correctement le mouvement et, en définitive, est devenu un facteur important de la défaite du 11 septembre 1973.

Les partis et les mouvements adhérant à l'U.P. considèrent unanimement que l'une des raisons principales de la défaite a été l'absence de direction unique du processus révolutionnaire, susceptible d'appliquer une politique de principe et d'éviter les dangers des déviations opportunistes de « gauche » et de droite. Sous ce rapport, une importance décisive s'attache à l'unité solide des socialistes et des communistes qui est la garantie de la cohésion et de l'unité de la classe ouvrière et du front politique dans son ensemble.

Après avoir rappelé que l'union des socialistes et des communistes existe au Chili depuis 20 ans, l'auteur constate qu'en dépit d'une consolidation de l'union au cours des trois années de pouvoir de l'U.P., certaines brèches n'ont pas pu être colmatées.

Nous assumons la responsabilité réciproque pour la solidité insuffisante de notre unité, nous ne cachons pas nos insuffisances, le vice de sectarisme dans nos rangs, principalement dans nos organisations de base. Cela a empêché la discussion fraternelle des problèmes et la réalisation d'accords sur de nombreuses questions.

L'activité subversive menée en permanence contre l'alliance des communistes et des socialistes, contre l'Unité populaire, représentait justement un des facteurs d'aggravation des problèmes de la direction unique du mouvement.

Elle était menée par des éléments gauchistes. Ceux-ci s'efforçaient de créer un « pôle révolutionnaire » nettement anticommuniste qui devait précisément devenir le centre directeur à la place de la « direction réformiste », prétendument imposée par notre parti. Ces opinions ont trouvé un certain écho parmi divers membres du Parti socialiste.

Les courants révolutionnaires petits-bourgeois avançaient des conceptions dogmatiques d'où il découlait que tous ceux qui ne sont pas des prolétaires ou des semi-prolétaires sont des ennemis. Toute la bourgeoisie sans exception était reportée à une seule catégorie, celle de la « classe dirigeante ». On méconnaissait ce fait réel qu'un rôle dominant était joué par la grande bourgeoisie monopoliste et agraire, alliée de l'impérialisme, qui faisait supporter un lourd fardeau non seulement au prolétariat mais aussi à des groupes déterminés de la bourgeoisie, à de larges couches moyennes de la ville et de la campagne. Pareilles opinions ne tenaient et ne tiennent pas compte du caractère dépendant du capitalisme chilien, du fait de la concentration du capital. Or, l'une et l'autre sont le trait distinctif de l'époque de l'impérialisme et engendrent des contradictions sociales spécifiques qui doivent nécessairement être prises en considération par les mouvements ouvrier lors de l'élaboration de sa ligne politique et du choix des alliés nécessaires et possibles. Les conceptions ultra-gauchistes ont causé un grave préjudice au mouvement populaire.

Sur la base des critères en question, les éléments gauchistes appliquaient sous notre gouvernement une politique de caractère primitif. Ils ont provoqué dans tout le pays des heurts avec les petits

et moyens entrepreneurs par l'occupation de fabriques et de biens immobiliers de peu d'importance. Une attitude sectaire était manifestée à l'égard des couches intermédiaires. Cette politique a eu pour effet d'isoler graduellement la classe ouvrière, et ces couches sociales se sont objectivement transformées en alliées des principaux ennemis de la nation. Un rapport de forces défavorable s'est établi au cours de la lutte pour le pouvoir.

Sur le plan politique, les opinions ultra-gauchistes se sont manifestées dans le refus de tout compromis ou de toute alliance. Les gauchistes propageaient une fausse notion du parti démocrate-chrétien. C'est un parti de masse qui, en 1973, avait réuni 30 % environ des voix des électeurs (85 % de la population active avait pris part au vote). De nombreuses classes sont représentées en son sein, son influence s'étend aussi à une partie du prolétariat et de la paysannerie ainsi que de la bourgeoisie monopoliste. Ce parti dispose de fortes positions dans les couches moyennes. Néanmoins, on se comportait à son égard comme s'il représentait une masse réactionnaire homogène. Cette politique faisait le jeu des milieux réactionnaires de la bourgeoisie, avec en tête d'ex-président Frei, les aidait à consolider ce parti, à l'entraîner sur des positions de lutte aveugle contre le gouvernement populaire. De ce fait, l'activité des putschistes, avec lesquels coopérait ouvertement Frei et son groupe escomptant récupérer ne fût-ce qu'une partie du pouvoir, s'en trouvait facilitée.

Les conceptions sectaires se sont également fait sentir dans le refus opposé constamment par les ultra-gauchistes à l'alliance du mouvement populaire avec la partie des forces armées qui nourrissait des sentiments patriotiques et restait fidèle à la Constitution, ce qui a facilité aux fascistes la tâche de rallier autour d'eux les officiers et, en définitive, a permis de bloquer toute résistance aux putschistes au sein des forces armées.

Sur le plan idéologique, le dogmatisme se manifestait dans le dédain presque total à l'égard des conquêtes du pouvoir populaire. Le gouvernement d'Allende était proclamé réformiste. Tout était mis en œuvre pour déclencher une lutte de masse contre lui. On entraînait dans cette lutte la partie arriérée des travailleurs, auxquels on « bourrait le crâne » d'un mélange d'économisme banal et de phraséologie révolutionnaire.
(.....)

Ces insuffisances dans la direction du mouvement donnaient libre champ non seulement à l'ultra-gauchisme, mais aussi aux manifestations de l'opportunisme de droite. Souvent, ces déviations idéologiques émanaient d'un seul et même centre social et politique.

Un des traits les plus flagrants de la déviation de droite était l'économisme qui avait pris racine parmi certains groupes politiquement arriérés de travailleurs. Notre secrétaire général avait indiqué au nom du Parti que, sous le gouvernement populaire, les intérêts des travailleurs dépendaient non uniquement et tellement des succès de telle ou telle action pour la réalisation de revendications déterminées, que du sort du gouvernement de l'U.P., de la réalisation des objectifs fixés.

Pour éroder, pour détruire la base sociale du gouvernement, usant de leur influence dans les masses, les partis bourgeois les ont

poussées à avancer des revendications démesurées. Mais ce qui était encore pire, c'est que les représentants des courants ultra-gauchistes et certains milieux de l'U.P., influencés par ces courants, ont eux aussi agi dans le même sens. Les revendications étaient avancées dans un contexte de phraséologie révolutionnariste. Poursuivant des intérêts étroits de parti, cherchant à élargir leurs positions, ces milieux n'hésitaient pas à opposer certains groupes de travailleurs au gouvernement, en faisant par là même le jeu des putschistes. Ils ne reconnaissaient pas la nécessité de subordonner la lutte pour la satisfaction des revendications économiques à la lutte pour le pouvoir. Comme il fallait le prévoir, c'étaient les ouvriers qui avaient le moins de traditions de lutte, par exemple les travailleurs des petites et moyennes entreprises, qui ont manifesté le plus souvent leur absence de maturité politique. Par suite, les divers formes d'économisme ont également contribué à écarter les couches intermédiaires du gouvernement populaire.

Ces tendances se manifestaient aussi dans l'attitude de ces groupes de travailleurs à l'égard de la bataille pour la production et la productivité du travail. Le gouvernement populaire devait gagner cette bataille pour consolider ses positions et trancher en sa faveur la question du pouvoir. Mais les dirigeants ultra-gauchistes déclaraient que « les problèmes économiques et la production ne sauraient prévaloir sur la lutte de classes... (et que) ce sont les grands capitalistes qui doivent répondre pour l'accroissement de la production ». Dans le climat de boycottage et de sabotage qu'ils préconisaient, ils proposaient aux masses de renoncer à l'accomplissement des tâches les plus importantes, qui en définitive, déterminaient le développement social. Ils ne voulaient rien savoir des objectifs poursuivis et s'efforçaient de conquérir une facile popularité parmi les masses, les flattaient. C'est ainsi que l'ultra-gauchisme et l'opportunisme de droite ont fusionné.

L'auteur examine ensuite dans quelle mesure des erreurs ont été commises dans le domaine de l'administration de certains secteurs de l'appareil d'Etat. Des tendances à « assimiler » ces secteurs sans les transformer se sont affirmées, et le système de participation des travailleurs à la gestion des entreprises n'a pas été satisfaisant.

Notre politique a permis de gagner la large reconnaissance des masses et une partie considérable de la classe ouvrière et du peuple luttait avec abnégation pour l'accomplissement des tâches de la révolution, mais nous ne sommes pas parvenus à rallier sur cette base tout le mouvement populaire. En définitive, l'U.P. n'a pas pu éviter l'isolement de la classe ouvrière, n'a pas pu attirer de son côté la majorité de la population, dont les intérêts vitaux étaient indissolublement liés aux succès du gouvernement populaire. Cela a prédéterminé le dénouement et assuré la victoire de la contre-révolution dans la lutte pour le pouvoir, ce qui signifie une défaite non seulement militaire, mais aussi politique. (Nous avons subi la défaite militaire principalement parce que nous n'avons pas gagné du point de vue politique.) Notre défaite est la conséquence de l'isolement de la classe ouvrière et de ses alliés.

(.....)

Le coup d'Etat du 11 septembre a été réalisé parce que l'impé-

rialisme et la réaction intérieure ont su créer un large front agissant contre le gouvernement populaire.

Du point de vue de classe, ce front était constitué comme suit : en plus de la bourgeoisie monopoliste et de l'oligarchie agraire qui formaient le noyau réactionnaire, il comprenait la majorité écrasante de la petite et moyenne bourgeoisie, la majorité des couches moyennes, la partie arriérée des autres couches sociales.

Du point de vue politique, les putschistes avaient attiré de leur côté, en plus des partis réactionnaires déclarés, la majorité du parti démocrate-chrétien, avec à sa tête Frei et les éléments de droite qui s'étaient détachés du parti radical.

Du point de vue militaire, l'ennemi a su associer au coup d'Etat la majorité écrasante des forces armées et des carabiniers et exclure pratiquement toute participation de ces forces à la défense du régime démocratique.

Enfin, l'analyse de René Castillo se termine par l'examen critique de la position de l'U.P. à l'égard des forces armées. Prenant appui sur les vieilles traditions de non-ingérence de l'armée dans la vie politique, le mouvement populaire a pu agir en alliance avec une partie de l'armée, qui a joué un rôle décisif, encore en octobre 1972. Mais en même temps que les ultra-gauchistes répandaient leurs conceptions, les putschistes préparaient leur activité conspiratrice, selon un plan opérationnel minutieux.

Pour notre part, nous n'avons pas pu créer un appui suffisant parmi les sous-officiers et les soldats qui, en raison de leur origine de classe, penchaient du côté du gouvernement populaire. Dans une certaine mesure, on observait une contradiction entre nos aspirations à consolider le caractère professionnel des forces armées et le travail parmi les soldats pour leur expliquer l'importance du gouvernement de l'U.P.

On se faisait de trop grandes illusions quant à la fidélité véritable des forces armées au devoir professionnel et à la Constitution. Nous avons commis une faute des plus sérieuses en surestimant le démocratisation du système l'Etat au Chili et nous n'avons pas pris en temps opportun des mesures en vue de sa transformation. Cela se rapporte aussi aux forces armées.

Telles sont certaines leçons des événements tragiques qui se sont déroulés dans notre pays.



LA PROCHAINE SAISON DES CONFÉRENCES AU CERCLE D'ÉDUCATION POPULAIRE

La saison sera ouverte, le mardi 11 septembre, par Georges FOURNIAL, journaliste spécialisé dans les problèmes de l'Amérique Latine, qui parlera du Chili sous le titre « 365 jours au Chili ».

Le lundi 23 septembre, Pierre BARBERIS, Grand Prix de la Critique Littéraire 1973, consacrera sa conférence à « Roger VAILLAND - Libertinage et Révolution ».

Le Docteur Willy PEERS parlera le lundi 30 septembre de la « Permanence de l'éducation sexuelle », tandis que le lundi 14 octobre Georges SNYDERS, Professeur à l'Université de Paris V, consacrera son exposé aux « Pédagogies non-directives ».

Comme chaque saison, Henri GUILLEMIN sera l'invité du C.E.P. et l'on doit s'attendre à 4 soirées passionnantes puisque le célèbre polémiste « s'attaquera » aux thèmes suivants : le jeudi 24 octobre - Réalité et signification de la Révolution française; le vendredi 25 octobre - La France en proie à Napoléon Bonaparte; le lundi 28 octobre - La Deuxième République française (1848-1851); le mardi 29 octobre - La Tragédie de la Commune (1871).

L'invitée du lundi 18 novembre sera Gisèle HALIMI, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, qui parlera de « La cause des femmes » titre de l'ouvrage passionné qu'elle a publié il y a quelques mois. Gisèle HALIMI fut pendant la guerre d'Algérie l'avocat de Djamilia Boupacha, et plus récemment elle assumait le dossier de la défense dans le célèbre procès de Bobigny.

Epinglons encore quelques soirées :

- le lundi 13 janvier : Gilbert BADIA : Les Spartakistes;
- le lundi 6 février : Jacques DELARUE : Conquête du pouvoir et nazification de l'opinion publique;
- le lundi 24 février : Jean ELLENSTEIN : Réflexion sur l'Histoire du phénomène stalinien;
- le lundi 17 mars : Marcel BLUWAL (réalisateur à la TV française) : Mystification de l'Histoire à la Télévision;
- etc., etc...

Toutes les conférences sont données à la Maison des Huit Heures, place Fontainais, Bruxelles, chaque fois à 20 heures.

ABONNEMENTS :

- aux 16 conférences : 430 F
- à dix conférences au choix : 345 F
- aux dix conférences du cycle Histoire et Politique : 345 F
- aux six conférences du cycle Science et Humanité : 245 F.

CCP 000-0840768-69 du CEP, rue des Deux-Eglises, 128 — 1040 Bruxelles — Tél. : 02/218.55.84.

Gramsci aujourd'hui

Gramsci est à la mode. Plus exactement, l'intelligentsia parisienne vient de le découvrir et c'est à qui clamera le plus haut son émerveillement.

« Gramsci sort du purgatoire, écrit « Le Monde ». Tous ceux qui regrettaient le demi-silence maintenu en France sur l'œuvre du dirigeant communiste italien auquel ont dû une contribution considérable au marxisme contemporain marqueront 1974 d'une pierre blanche. Celle-ci sera une véritable « année Gramsci » : les œuvres complètes vont en effet commencer à paraître au moment où s'amorcent de véritables études gramsciennes dans notre pays ». Et le « Nouvel Obs » est tout aussi enthousiaste : « Les Français vont enfin pouvoir se plonger dans l'œuvre du grand philosophe communiste italien » (1).

Tout cela est fort sympathique car l'œuvre de Gramsci mérite effectivement d'être mieux connue. Mais était-il si difficile d'en prendre connaissance plus tôt ? Pas que je sache.

Tout d'abord, la « barrière des langues » n'était pas infranchissable. Aucun Italien un tant soit peu cultivé n'a jamais estimé qu'il était tellement difficile de lire un texte français. La réciproque est-elle vraiment impensable ? Et de toute façon, même pour les francophones incapables de faire cet effort, rien ne leur interdisait de connaître au moins l'essentiel des idées de Gramsci.

Une première édition des *Lettres de prison* parut à Paris dès 1953. Par la suite les Editions sociales publièrent, en 1959, il y a donc exactement quinze ans, un gros volume (540 pages) d'*Œuvres*

(1) « Le Monde », 21 mars 1974. « Le Nouvel Observateur », 13 avril 1974.

choisies réunissant les pages les plus significatives des fameux *Quaderni del carcere* (Cahiers de prison). Et Jacques Texier publia en 1966 une excellente introduction à l'œuvre de Gramsci que complétait une centaine de pages d'extraits des *Quaderni* (2).

Si Gramsci est trop longtemps resté méconnu d'une partie du public de langue française, ce n'est donc pas parce que ses écrits avaient été mis sous le boisseau pour d'obscures raisons. Si « purgatoire » il y eut, c'est le manque de curiosité de ceux-là mêmes qui s'émerveillent de découvrir enfin Gramsci qui l'a créé car les textes accessibles ne manquaient pas.

Quant aux beaux esprits qui attendent ses œuvres complètes pour se plonger dans l'étude de Gramsci, il m'est difficile de les prendre au sérieux. Combien sont-ils à avoir lu les 45 volumes des œuvres complètes de Lénine qui, elles, ont été publiées ? Combien sont-ils à avoir lu, non pas les œuvres complètes de Marx (qui n'ont pas encore toutes été traduites en français, elles non plus), mais tout ce qui a déjà été traduit de Marx ? Et combien seront-ils à lire vraiment les *Cahiers de prison* quand ils seront traduits ? Ces *Quaderni* qui représentent 2.100 pages de texte serré dans les éditions italiennes déjà disponibles et en compteront 3.000 dans la nouvelle édition critique annoncée pour la fin de l'année ?

L'ESSENTIEL : QU'ON LISE GRAMSCI

Cela dit, on ne peut que se féliciter de l'intérêt qui se manifeste ainsi pour Gramsci dont l'œuvre est beaucoup trop peu connue, même des communistes, en dehors de l'Italie. Encore est-il permis de croire que ce soudain engouement n'est pas toujours exempt d'arrière-pensées.

Plusieurs ouvrages avaient en effet été publiés en France ces dernières années sans susciter beaucoup d'émotion. Ce fut le cas de la *Vie de Gramsci* de G. Fiori et de l'étude de J.M. Plotte sur *La pensée politique de Gramsci* publiées en 1970; de l'étude de Hughes Portelli sur *Gramsci et le bloc historique* publiée en 1972; du livre de D. Grisoni et R. Maggiori qui parut l'an dernier (3).

Un livre par contre, un seul, bénéficia d'emblée d'une publicité exceptionnelle : celui dans lequel Maria-Antonieta Macciocchi développe le cours sur Gramsci qu'elle a donné à l'Université de Vincennes (4).

« *Le Monde* » annonça l'événement en première page, ce qui est fort rare. Le « *Nouvel Obs* » lui consacra un article de trois pages, « *Politique hebdo* » deux articles successifs. Et ce lancement publicitaire prit une telle ampleur que nous en reçûmes les retom-

(2) Antonio Gramsci : *Œuvres choisies*. Paris, 1959. Jacques Texier : *Gramsci*. Editions Seghers, 1966.

(3) Jean-Marc Plotte : *La pensée politique de Gramsci*. Editions Anthropos, 1970. Giuseppe Fiori : *La vie d'Antonio Gramsci*. Editions Fayard, 1970. Hughes Portelli : *Gramsci et le bloc historique*. Presses Universitaires de France, 1972, Dominique Grisoni et Robert Maggiori : *Lire Gramsci*. Editions Universitaires, 1973.

(4) Maria-Antonieta Macciocchi : *Pour Gramsci*. Editions du Seuil, 1974.

bées en Belgique avec conférence de l'auteur à l'ULB, passage à la radio et interview dans le « *Journal d'Europe* ».

Pourquoi tant d'intérêt après une telle indifférence ? A cause des mérites intrinsèques du livre ? Ou parce que la « lecture » de Gramsci qu'il propose tend à discréditer la ligne politique actuelle des partis communistes d'Europe occidentale, celle du P.C. français et celle du P.C. italien en particulier ?

Maria-Antonietta Macciocchi est une bonne journaliste mais ses jugements politiques sont discutables. Partageant l'opinion de certains de ses camarades qui, dans les années '60, reprochaient à la direction du P.C. italien de mener une politique « droitnière », elle eut l'intelligence de ne pas suivre ceux d'entre eux qui se groupèrent autour du *Manifesto*, ce qui les conduisit bientôt dans une impasse. Restée membre du parti communiste, elle n'en conteste pas moins son orientation avec d'autant plus de véhémence que deux voyages effectués en Chine l'ont amenée à vouer une admiration sans bornes à Mao.

Son livre s'inscrit dans cette perspective et elle a la franchise de l'indiquer d'entrée de jeu. Elle entend présenter ce qu'elle appelle « *une lecture politique de gauche* » de Gramsci en utilisant « *des clés politiques actuelles* » dont la pensée de Mao est une des plus importantes.

Cela nous vaut un gros bouquin où plusieurs thèmes s'enchevêtrent. La « lecture de gauche » que propose M.A. Macciocchi lui permet tout d'abord de régler de vieux comptes avec le P.C. français et de dénoncer le « révisionnisme » du P.C. italien. A la croire, celui-ci aurait procédé à une « récupération droitnière » de Gramsci dont Togliatti aurait déformé la pensée pour privilégier la recherche d'une « voie parlementaire vers le socialisme » comme actuellement, en France, Georges Marchais parle d'une « voie française ».

Cette dénonciation s'accompagne de références périodiques à la pensée de Mao. Comme il est arrivé à celui-ci d'utiliser des formules qui ressemblent parfois plus ou moins à des termes employés par Gramsci, il n'en faut pas plus pour que M.A. Macciocchi parle de « convergences » et en arrive pour un peu à présenter Gramsci comme un disciple avant la lettre du Grand Timonier.

A tout cela s'entremêlent des pages consacrées au récit circonstancié des heurs et malheurs que l'auteur a connus au cours de sa vie militante, succès et déboires auxquels M.A. Macciocchi attache visiblement plus d'importance qu'ils ne présentent d'intérêt pour ses lecteurs.

Je me garderai d'essayer de montrer, textes à l'appui, que M.A. Macciocchi déforme la pensée de Gramsci. Je sais trop qu'au petit jeu des citations, il suffit de trouver la bonne pour prouver tout ce qu'on veut, le blanc, le noir, le gris ou le panaché. Ce n'est pas difficile car il est souvent arrivé à Gramsci (comme à Lénine et, avant lui, à Marx) d'exprimer des avis différents, voire contradictoires. Parce que la situation s'était modifiée ou, tout simplement, parce que l'expérience l'avait amené à changer d'opinion.

Les possibilités de procéder à des « lectures » différentes de Gramsci sont d'autant plus nombreuses que son œuvre théorique la

plus importante, les *Quaderni*, ne forme pas un tout achevé. Ce sont des textes qu'il rédigea en prison entre 1929 et 1935, trente-trois cahiers représentant l'équivalent de 4.000 pages dactylographiées de notes rédigées pour son usage personnel afin de préciser ses idées, de préparer des matériaux pour un ouvrage plus élaboré qu'il voulait écrire. Leur lecture est assez difficile parce que Gramsci se borne parfois à des notations rapides et se réfère souvent à des faits et à des personnages oubliés aujourd'hui. Et dans ces notes qui n'avaient, comme il l'a dit, qu'un « caractère provisoire », qui n'étaient souvent qu'une « première approximation », il lui est arrivé de formuler des idées qui peuvent sembler contradictoires, soit qu'il examinait un problème en l'abordant successivement sous des angles différents, soit qu'il modifiait son jugement après avoir approfondi son analyse.

Cela facilite évidemment des interprétations parfois très différentes de sa pensée, comme on a pu le constater en Italie où l'œuvre de Gramsci suscite, depuis une bonne vingtaine d'années, un intérêt passionné et des discussions véhémentes. Gramsci y a été mis à toutes les sauces. On lui a attribué, selon les cas, des penchants libertaires ou idéalistes, des tendances trotskistes, réformistes, révisionnistes et ses écrits ont été invoqués aussi bien pour opposer la démocratie directe à l'action organisée du mouvement ouvrier que pour fournir un alibi à la politique de centre-gauche.

Cela n'a pas tracassé outre mesure les communistes italiens. Comme Giorgio Amendola l'écrivait il y a déjà quelques années, « ces tentatives aboutissent, en définitive, à rendre hommage à la grandeur de notre camarade, même si ces efforts ont presque toujours comme élément commun l'intention de faire une distinction entre Gramsci et le parti communiste, d'opposer l'un à l'autre, de tenter en fin de compte d'utiliser l'œuvre de Gramsci comme instrument pour combattre le parti communiste... Si nous sommes conscients du sens, plus ou moins habilement dissimulé, de telles interprétations, nous pouvons en suivre le développement avec tranquillité car nous sommes convaincus qu'en dernière analyse, tout approfondissement de la pensée et de l'action de Gramsci ne pourra que confirmer les traits essentiels de l'interprétation que ses camarades de parti ont donnée de Gramsci et de son œuvre » (5).

Je serais tenté de dire la même chose pour ce qui nous concerne, à ceci près que le problème se pose un peu autrement chez nous où la connaissance de Gramsci est des plus rudimentaires et se limite le plus souvent à quelques formules lapidaires : le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté, la vérité qui est révolutionnaire, etc.

Si même le lancement publicitaire dont a bénéficié un livre comme celui de M.A. Macciocchi n'est sans doute pas exempt d'arrière-pensées, ce battage aura à tout le moins eu l'avantage d'attirer l'attention sur Gramsci. Et même dans les ouvrages les plus discutables, le lecteur saura distinguer le bon grain et en tirer de quoi aiguïser son appétit de connaître l'œuvre d'un homme qui

(5) Giorgio Amendola. *Rileggendo Gramsci* dans *Prassi rivoluzionaria e storicismo in Gramsci*. Cahier n° 3 de *Critica marxista*, 1973.

ne fut pas seulement un révolutionnaire admirable de courage et de lucidité mais qui fut aussi le plus grand théoricien marxiste de l'entre-deux-guerres, un homme dont la pensée reste, aujourd'hui encore, riche d'enseignements.

Et c'est cela l'essentiel. Qu'on lise Gramsci, qu'on prenne connaissance de ses idées. C'est sur cela que je voudrais insister : combien il est important, pour nous aussi, de connaître Gramsci (6).

DES PROBLEMES QUI RESTENT ACTUELS

Nous ne trouverons pas chez Gramsci des réponses à toutes les questions que nous pouvons nous poser et des recettes qu'il nous suffira d'appliquer. Déclarer que Gramsci est « *le Lénine d'aujourd'hui* » (7) n'est pas plus sérieux que d'affirmer que « *le léninisme est le marxisme de notre époque* ». Lénine est mort en 1924, Gramsci en 1937 et, au cours des quatre ou cinq décennies qui se sont écoulées depuis lors, des transformations que ni Lénine ni Gramsci n'avaient pu prévoir se sont produites dans le monde, dans les structures du capitalisme et aussi dans le rapport des forces entre le socialisme et le capitalisme. Il en est résulté des problèmes qu'ils ne pouvaient pas prendre en considération. Même s'il leur est parfois arrivé de pressentir des changements qui allaient s'opérer, ils ne purent forcément pas en analyser toutes les conséquences. Rien ne serait du reste plus contraire à l'esprit de Gramsci que d'attendre de lui des réponses à toutes les questions.

Ce qui est vrai, par contre, c'est que l'œuvre de Gramsci constitue la première « *véritable tentative marxiste de poser globalement la question du passage au socialisme dans les pays occidentaux* » (8). S'il le fit en partant de Lénine — dont il ne faudrait pas sous-estimer l'apport dans ce domaine — le fait que Gramsci centra sa recherche sur les réalités concrètes d'un pays capitaliste développé l'amena à pousser son analyse plus loin, en tenant compte de réalités historiques qui n'étaient déjà plus celles de Lénine : le fascisme, la crise économique mondiale des années '30.

La force de Gramsci réside précisément dans ce qu'il rechercha toujours comment la lutte révolutionnaire pourrait se développer dans les conditions spécifiques de son pays, en partant des mouvements réels qui s'y déroulaient.

Ce fut déjà sa préoccupation dans les années 1919-1921, à l'époque où l'Italie du Nord était secouée par un puissant mouvement de luttes qui atteignit son point culminant avec l'occupation des usines de Turin (septembre 1920). A ce moment, il crut que les *conseils d'usine* pourraient devenir ce que les *soviets* avaient été en Russie en 1917. C'est en partant de ce mouvement *réel*, estimait-il, qu'il sera possible de « *faire comme en Russie* ».

(6) Les ouvrages disponibles en français ne manquent pas. Outre ceux déjà indiqués, un numéro spécial consacré à Gramsci de la revue *Dialectiques* (n° 4-5, mars 1974) comprend notamment des articles intéressants de Christine Buci-Glucksmann et de Luciano Gruppi. Et H. Portelli vient de publier une étude sur *Gramsci et la question religieuse*. Editions Anthropos, 1974.

(7) M.A. Macciocchi, ouvr. cité, page 14.

(8) H. Portelli : *Gramsci et le bloc historique*, page 155.

L'échec des conseils d'usine et l'avènement du fascisme l'amènèrent à constater, tout d'abord, que le mouvement ouvrier italien n'avait jamais étudié sérieusement l'histoire de la nation et connaissait mal les structures économiques et sociales du pays, ce qui l'incita à entreprendre une analyse systématique des composantes de la réalité italienne.

A partir de 1923, on trouve toutefois chez Gramsci une attitude nouvelle qui se précisera par la suite et s'enrichira tout au long des *Cahiers de prison*. Il ne lui suffit plus de rechercher en Italie le mouvement réel à partir duquel on pourra « faire comme en Russie ». Le Gramsci qui réfléchit sur les causes de la défaite se pose une question nouvelle : le processus révolutionnaire peut-il se dérouler en Occident, dans les pays capitalistes développés, où la structure sociale est beaucoup plus complexe, comme il s'est réalisé en Russie ? Peut-il revêtir les mêmes caractères, suivre le même processus ?

C'est une idée que Lénine avait déjà exprimée en 1918, au lendemain de la Révolution d'Octobre : « *L'histoire l'a prouvé... La révolution socialiste mondiale dans les pays avancés ne peut commencer avec la même facilité qu'en Russie, pays de Nicolas II et de Raspoutine... Il était facile, en ce pays-là, de commencer la révolution; c'était soulever une plume. Mais commencer sans préparation une révolution dans un pays où s'est développé le capitalisme, qui a donné une culture et une organisation démocratiques à tous les hommes jusqu'au dernier, ce serait une erreur, une absurdité* » (9).

C'est une idée que Gramsci formula de son côté après la venue au pouvoir de Mussolini. Dans une lettre adressée en 1924 à Togliatti et Terracini, il exprima l'avis qu'à la différence de la Russie, où l'intervention des masses dans le processus révolutionnaire fut directe, en Europe centrale et occidentale, cette intervention « se complique en raison de toutes ces superstructures politiques créées par le plus grand développement du capitalisme qui rendent l'action des masses plus lente et plus prudente et exige donc du parti révolutionnaire toute une stratégie et une tactique bien plus complexes et de plus longue haleine que celles qui furent nécessaires aux bolchéviks de mars à novembre 1917 » (10).

C'est à ces « superstructures créées par le plus grand développement du capitalisme » que Gramsci allait consacrer une part importante des recherches consignées dans les *Quaderni*.

Cela l'amena à « distinguer deux grands « niveaux » superstructurels, celui qu'on peut appeler de la société civile, c'est-à-dire l'ensemble des organismes vulgairement dits « privés », et celui de la société politique ou Etat » (11).

La notion de *société civile* est empruntée à Hegel et à Marx qui lui donnent toutefois un sens différent : l'ensemble de la structure économique et sociale d'une période déterminée.

(9) Lénine : *Rapport au VIIe Congrès du P.C. (b) de Russie*, 7 mars 1918. Œuvres complètes, tome 27, page 95.

(10) Lettre à Togliatti et Terracini, 9 février 1924. Reproduite dans Togliatti : *La formazione del gruppo dirigente del P.C.I.*, page 197.

(11) *Quaderni. Gli Intellettuali*. Editori Riuniti, page 20.

Chez Gramsci, au contraire, la *société civile* appartient à la superstructure. C'est l'ensemble des organismes qui permettent au groupe dominant d'exercer la « *direction intellectuelle et morale* » de la société (écoles, Eglise, maisons d'édition, mass media, etc.), bref tous les instruments qui permettent d'influencer « l'opinion publique ».

Quant à la *société politique*, c'est l'ensemble des organismes qui exercent une fonction de « domination directe », de coercition (système juridique, pénal, policier, militaire, etc.); c'est l'Etat au sens strict du terme, « l'Etat veilleur de nuit » dont les fonctions « *se limitent au maintien de l'ordre public et au respect des lois* » (12).

Un tel Etat « n'a jamais existé, sinon sur le papier, comme hypothèse-limite ». La *société politique* « pure » n'existe pas; elle est toujours en rapport plus ou moins étroit avec l'autre plan de la superstructure, la *société civile*. Et c'est l'oscillation de ce rapport, la prédominance de l'un ou de l'autre qui détermine le jeu du consensus et de la coercition au sein de la société et du *bloc historique* de l'époque.

A propos de ce « bloc historique », une remarque car l'expression a connu une certaine vogue il y a quelques années quand Roger Garaudy l'employa pour désigner l'alliance entre la classe ouvrière et les intellectuels. Il le fit pour indiquer que, dans les conditions actuelles, cette alliance se pose en d'autres termes, plus étroits, que les rapports que la classe ouvrière peut nouer avec ses « alliés naturels » classiques, la paysannerie et les classes moyennes des villes, ce qui est exact. Mais le sens qu'il donnait ainsi à l'expression « bloc historique » diffère de celui de Gramsci.

Pour Gramsci, le *bloc historique* est l'ensemble de l'infrastructure et des superstructures, ensemble cimenté par l'*idéologie*. C'est un ensemble de forces contradictoires dont les antagonismes, qui exploseraient autrement, sont maintenus ensemble tout autant par l'*idéologie* (direction) que par la domination et par la politique.

Domination et direction sont en effet des notions distinctes bien que complémentaires. « *La suprématie d'un groupe social se manifeste de deux manières, comme « domination » et comme « direction intellectuelle et morale* ». Un groupe social exerce sa domination sur des groupes adverses, qu'il tend à liquider ou à soumettre, même par la force des armes et il dirige les groupes qui lui sont proches ou alliés » (13). C'est pour cela que quand Gramsci parle d'hégémonie, il lui donne le plus souvent le double sens de *direction* et de *domination* (14).

En période normale, la classe sociale qui exerce l'hégémonie dirige tout autant qu'elle domine. Elle gagne aux solutions qu'elle propose des masses suffisantes pour assurer la base de son propre pouvoir, même si les intérêts réels de ces masses sont en opposition

(12) *Quaderni. Note sul Machiavelli*, page 173. A côté de cette acception de l'Etat pouvoir coercitif, Gramsci utilise aussi celle de l'Etat « dans le sens large » qui comprend à la fois la *société politique* et la *société civile*.

(13) *Quaderni. Il Risorgimento*, page 94.

(14) Le plus souvent, car il lui arrive de lui donner des sens différents, parfois synonyme de dictature du prolétariat, parfois essentiellement capacité de diriger. N'oublions pas que les *Quaderni* sont de simples notes de travail.

avec ces solutions. Pour cela, la *contrainte* ne suffit pas, l'*idéologie* doit intervenir. Cette idéologie, la classe dominante (la classe capitaliste, par exemple) la fait pénétrer dans les masses populaires au moyen de l'école, par l'intermédiaire des moyens d'information, etc.

Les masses populaires, la classe ouvrière elle-même, ne parviennent pas à élaborer par elles-mêmes une culture autonome et organique. Leur culture est composée d'éléments venant des classes dominantes et reçus sans critique qui s'imbriquent avec des sédimentations anciennes. Les classes subalternes adoptent par conséquent des conceptions qui ne répondent pas à leurs intérêts réels.

Il faut donc que la classe ouvrière se libère de tout ce qui lui est étranger et c'est ici qu'intervient la fonction du marxisme, qui ne naît pas spontanément dans les classes opprimées. Le Parti est précisément ce qui unifie l'action et la pensée, ce qui impulse et développe la *praxis* révolutionnaire.

La crise révolutionnaire se manifeste comme une crise d'hégémonie : quand *domination* et *direction* se trouvent dissociées. Mais la capacité de résistance de la classe au pouvoir est beaucoup plus grande dans les pays capitalistes développés qu'elle ne l'était en 1917 en Russie. Lénine l'avait déjà fait remarquer, nous l'avons vu. Gramsci reprend la même idée et l'enrichit en montrant la complexité des médiations idéologiques réalisés dans l'hégémonie.

« En Orient, l'Etat était tout, la société civile était primitive et gélatineuse; en Occident, il y avait un juste rapport entre l'Etat et la société civile et derrière l'ébranlement de l'Etat on découvrait aussitôt une robuste structure de la société civile. L'Etat était seulement une tranchée avancée derrière laquelle se trouvait une robuste chaîne de forteresses et de casernes » (15).

Car dans « les Etats les plus avancés, la « société civile » est devenue une structure très complexe et résistante aux « irruptions » catastrophiques de l'élément économique immédiat (crises, dépressions, etc) : les superstructures de la société civile sont comme le système des tranchées dans la guerre moderne. De même qu'il arrivait, au cours de cette dernière guerre, qu'une attaque acharnée d'artillerie donnât l'impression d'avoir détruit tout le système défensif adverse, mais n'en avait détruit en fait que la surface extérieure et que, lorsque venait le moment d'attaquer et d'avancer, les assaillants se trouvaient en face d'une ligne de défense encore efficace, ainsi en est-il de la politique pendant les grandes crises économiques » (16).

Si en Russie, la « guerre de mouvement » qui implique un conflit de masse et un dénouement rapide était possible, en Occident au contraire, il faut mener une « guerre de positions » ce qui n'implique pas une tactique défensive mais une stratégie révolutionnaire différente, capable d'*investir* la société à tous les niveaux, dans toutes ses manifestations, dans sa totalité.

Pour Gramsci, la conquête du pouvoir exige en effet que la classe dans l'opposition ait déjà acquis une capacité de *direction* tout autant culturelle que politique. De même que la bourgeoisie française avait livré une âpre bataille idéologique à l'aristocratie avant que sa lutte ne devienne politique, la classe ouvrière doit combattre la classe capitaliste sur le terrain idéologique et s'efforcer de conquérir la direction morale et culturelle de la société, avant même

(15) *Quaderni. Note sul Machiavelli*, page 96.

(16) *Quaderni. Note sul Machiavelli*, page 94.

de s'emparer du pouvoir politique. « *Un groupe social peut, et même doit être dirigeant avant de conquérir le pouvoir gouvernemental (et c'est même là une des conditions principales pour la conquête du pouvoir elle-même); ensuite, quand il exerce le pouvoir et même quand il le tient fortement en mains, il devient le groupe dominant mais il doit continuer à être aussi « dirigeant »* (17).

Pour cela, le parti révolutionnaire devra attacher une importance primordiale à la lutte théorique, à la lutte des idées. Elle est indispensable car « *les faits idéologiques de masse sont toujours en retard sur les phénomènes économiques de masse* ». A eux seuls, les bouleversements qui peuvent se produire dans l'infrastructure ne suffisent pas, la résistance dont le capitalisme fait preuve pendant les crises économiques le montre. « *Une initiative politique appropriée est toujours nécessaire pour libérer l'élan économique* » (18).

La lutte théorique est d'autant plus nécessaire que ce sont les *intellectuels* qui ont pour fonction d'assurer l'hégémonie de la classe dominante dans le domaine des sciences, des techniques productives, des idées. « *Chaque groupe social, naissant sur le terrain originel d'une fonction essentielle dans le monde de la production économique crée avec lui, organiquement, une ou plusieurs couches d'intellectuels qui lui donnent son homogénéité et la conscience de sa propre fonction, non seulement dans le domaine économique, mais également dans le domaine social et politique* » (19).

Dans le cadre de l'Italie de son époque, Gramsci distingue deux catégories d'intellectuels : les intellectuels *traditionnels* de formation humaniste, couche sociale dont l'origine est antérieure à celle du capitalisme et qui a survécu aux bouleversements du mode de production, et les intellectuels *organiques* (ingénieurs, techniciens, etc.) produits par la bourgeoisie elle-même. Et il souligne que, pour construire sa propre hégémonie, la classe ouvrière doit, d'une part assimiler et conquérir « idéologiquement » les intellectuels traditionnels (qui comprennent aussi, pour elle, les intellectuels organiques de la bourgeoisie) et, d'autre part, créer ses propres intellectuels (dirigeants des organisations ouvrières, etc.).

Pour Gramsci, l'intellectuel ne se définit en effet pas par opposition au travailleur manuel mais par la *fonction* qu'il occupe dans la société. C'est pour cette raison qu'il se demande si on ne peut pas aller jusqu'à affirmer paradoxalement que tout membre du parti est un intellectuel, au sens où il dirige d'autres hommes dans la société (20). Encore que l'expression soit de Togliatti (mais elle exprime la conception de Gramsci), le parti lui-même se présente comme l'« *intellectuel collectif* » de la classe ouvrière. Il est la conscience qui la guide vers la conquête de l'hégémonie et la création d'un *nouveau* bloc historique.

GRAMSCI ET NOUS

Comme toute œuvre humaine, l'œuvre de Gramsci est le produit de l'époque historique qui l'a engendrée. L'intérêt que Gramsci présente pour nous ne réside donc pas tellement dans les réponses

(17) *Quaderni. Il Risorgimento*, page 94.

(18) *Quaderni. Note sul Machiavelli*, page 58.

(19) *Quaderni. Gli Intellettuali*, page 13.

(20) *Quaderni. Gli Intellettuali*, page 25.

qu'il apporte aux problèmes concrets qu'il a examinés car les données de ces problèmes ne sont plus forcément les mêmes. En lisant Gramsci, nous devons donc avoir soin de distinguer ce qui est resté vivant dans son œuvre et ce qui ne l'est plus, ce qui est resté inchangé dans la société et ce qui a changé.

Dans la plupart des pays capitalistes développés, la *question paysanne*, par exemple, n'a plus l'importance qu'elle avait dans l'Italie de Gramsci où la paysannerie représentait encore la majorité de la population, de sorte que le « bloc historique » envisagé dans une perspective socialiste doit assumer des formes très différentes de celle qu'il envisageait.

Si Gramsci a eu le mérite de pousser l'analyse du concept d'*intellectuel* beaucoup plus loin qu'on ne l'avait jamais fait avant lui, la distinction qu'il fait entre intellectuels « traditionnels » et « organiques » est néanmoins dépassée car les intellectuels humanistes entretiennent aujourd'hui des rapports de plus en plus étroits avec les grands centres du pouvoir économique. Si des distinctions s'imposaient encore, elles porteraient plutôt sur ce qui peut différencier les intellectuels dont l'activité est liée à des degrés divers au processus de production, d'une part, et ceux dont l'activité se déroule essentiellement dans le domaine des superstructures, de l'autre.

De même, les sphères d'activité de l'*Etat* se sont considérablement élargies aujourd'hui qu'il intervient de façon permanente et systématique dans la vie économique (capitalisme monopoliste d'*Etat*).

Les leçons que nous a transmises Gramsci sont avant tout des *leçons de méthode*. Il pose des problèmes que nous négligeons encore trop souvent, des problèmes qui subsistent même si leurs données ont changé, des problèmes auxquels nous nous devons de trouver une réponse qui tienne compte de la façon dont ils se posent aujourd'hui.

Et Gramsci nous montre aussi toute l'importance de la lutte des idées, de la lutte théorique. « *Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire* », Lénine aussi avait insisté sur ce point en rappelant qu'en son temps déjà, Engels avait souligné que la lutte pour le socialisme se mène sur trois plans : politique, économique et théorique. Mais il s'en faut encore que cette nécessité soit pleinement comprise en Belgique où le niveau théorique du mouvement ouvrier a toujours été très bas et où la tâche que se fixait pourtant déjà la IIe Internationale — réaliser la fusion du marxisme et du mouvement ouvrier — est encore trop souvent négligée.

Gramsci n'a pas seulement consacré une grande partie de ses efforts à cette lutte théorique, à l'analyse et à la critique des idées dominantes de son temps. Il a également montré comment la lutte des idées doit être menée pour être convaincante : en s'attaquant aux adversaires les plus valables et à leurs opinions fondamentales.

« *Sur le front idéologique, la défaite des auxiliaires et des adeptes mineurs a une conséquence à peu près négligeable; c'est une lutte où il*

(21) Lénine : *Que faire ?* Œuvres complètes, tome 5, pages 376-377. F. Engels : Préface à *La guerre des paysans*. Traduction française. Paris, 1929, page 31.

faut réserver ses coups aux plus éminents... Une science nouvelle fournit seulement la preuve de son efficacité quand elle affronte les grands champions des tendances opposées. »

« ... Il n'est pas « très scientifique » ou plus simplement « très sérieux » de choisir ses adversaires parmi les plus stupides ou les plus médiocres ou encore de choisir parmi les opinions de ses adversaires les moins essentielles, les plus occasionnelles et de donner pour certain qu'on a « détruit tout entier » l'adversaire parce qu'on a détruit une de ses opinions secondaires ou incidentes, ou qu'on a détruit une idéologie ou une doctrine parce qu'on a montré l'insuffisance théorique des champions de troisième ou de quatrième ordre qui la défendent... Tout cela bien sûr, si on se propose pour but d'élever le débat et le niveau intellectuel de ses lecteurs » (22).

La lutte théorique acquiert un rôle essentiel aujourd'hui car la crise qui secoue le monde capitaliste n'est pas seulement politique, économique et sociale. Elle est aussi culturelle et morale. Les conflits d'idées prennent une importance croissante et le développement des *mass media* donne une ampleur plus large aux affrontements idéologiques.

La nécessité de changements profonds dans tous les domaines soulève des problèmes complexes qui s'expriment souvent sous des formes confuses, pleines de contradictions. Nous nous devons d'essayer de comprendre la nature de ces remous, la signification de ces contradictions, leurs rapports avec les phénomènes plus généraux de la crise fondamentale de la société capitaliste. Pour cela, nous pouvons moins que jamais nous contenter de formules toutes faites. Nous devons examiner, analyser sans préjugés tout ce qui surgit de nouveau. Bref, nous devons essayer de faire ce que faisait Gramsci.

C'est seulement ainsi qu'il sera possible de vaincre dans la « guerre de positions » engagée contre le capitalisme, en « investissant » la société à tous les niveaux, tranchée par tranchée, en gagnant ainsi, pas à pas, la grande majorité des masses populaires à l'idée de la nécessité d'une transformation radicale de la société.

(22) *Quaderni. Il materialismo storico*, pages 154 et 161.

A propos de mortalité

Une enquête socio-démographique

L'Institut d'enquêtes de l'Université catholique de Louvain a publié dans sa série « Reconnaissances sociologiques » un ouvrage du Dr Delanghe, intitulé « La mortalité différentielle en Belgique, analyse socio-démographique ». Il se fonde sur les données rassemblées par l'Institut National de Statistiques, relatives aux décès dans notre pays entre 1961 et 1964. Ces données sont très insuffisantes pour se livrer à une étude précise des facteurs déterminant la mortalité. L'auteur a cependant réussi à analyser les différences dans la fréquence de mortalité au sein de sous-groupes de notre population. Il a de surcroît tenté d'interpréter et d'expliquer certaines caractéristiques belges, par rapport aux Pays-Bas.

Le livre est divisé en deux parties, d'une part la mortalité des nourrissons et la mortalité (décès à la naissance) et d'autre part la mortalité dans le groupe d'âge de 1 à 99 ans.

I. Mortalité des nourrissons et mortalité

1.1. *Evolution historique.*

Au cours des cent dernières années, la mortalité des nourrissons a diminué d'une façon spectaculaire dans tous les pays industrialisés. Cette diminution est valable surtout pour la mortalité dans le groupe d'âge de 1 à 12 mois, beaucoup moins pour le premier mois et les mort-nés. La période la plus importante se concentre donc avant, pendant et immédiatement après la naissance. Les facteurs biologiques et génétiques sont pendant cette période plus influents que les facteurs socio-culturels. Ceci ne doit pas nous faire perdre de vue qu'en Belgique la mortalité des nourrissons dans le groupe d'âge d'un à douze mois restait maintenue à un niveau relativement trop élevé (deux fois et demie plus haut qu'aux Pays-Bas). Cette mortalité connue pour être causée presque exclusivement par des facteurs de milieu, peut être influencée favorablement par des mesures préventives comme des soins pré- et postnataux meilleurs et plus étendus, ainsi qu'une meilleure information relative à l'hygiène de l'enfant.

1.2. *Facteurs écologiques.*

Ceux-ci comportent tous les facteurs qui situent l'individu dans son milieu de vie journalière c'est-à-dire :

1.2.1. *Répartition géographique.*

La province du Hainaut et plus spécialement l'arrondissement de Charleroi, a le plus haut taux de mortalité des nourrissons de la Belgique (36,38

pour mille). Cependant il est prouvé que ce n'est pas la localisation géographique qui joue un rôle, mais bien l'infrastructure médico-sociale ainsi que le mode de vie en général. On enregistre le taux le plus bas de mortalité dans les provinces où l'hospitalisation pour accouchement est la plus élevée.

1.2.2. Conditions sociales d'habitation.

Les communes de 50.000 à 100.000 habitants présentent la situation la plus favorable. Il est admis que les avantages de la grande ville et ceux d'une communauté plus petite y sont présents en même temps. Dans les quartiers anciens de la ville, la situation est toujours plus défavorable que dans la totalité de l'agglomération.

1.2.3. Changements de saison.

Le taux trop élevé de mortalité pendant les mois d'hiver avec comme cause principale les maladies des voies respiratoires, se retrouve toujours à un plus ou moins haut degré dans la mortalité des nourrissons.

1.2.4. Classe socio-professionnelle des parents.

Cette variante n'a pas été approfondie dans le travail de L. Delanghe (1). Dans la plupart des enquêtes à ce propos, on démontre des liens significatifs entre la classe socio-professionnelle du père et la mortalité des nourrissons et la mortinatalité. En général, il peut être établi que dans les classes socio-professionnelles les plus défavorisées, on trouve la plus haute mortalité des nourrissons et mortinatalité.

On peut se demander si cette mortalité différentielle s'observe encore dans le cas de chiffres très bas.

Après une enquête que nous avons faite sur la base des actes de l'état civil de la ville d'Anvers (1962-1972) il semble que la classe socio-professionnelle du père joue encore un rôle déterminant, davantage sur la mortalité des nourrissons que sur la mortalité, et toujours dans le même sens.

1.3. Facteurs démographiques.

1.3.1. Le sexe de l'enfant.

Le sexe « fort » paraît toujours plus fragile, offrant une moindre résistance à bien des facteurs négatifs. Les garçons sont plus frappés que les filles par des facteurs socialement déterminés (par ex. : blessures à l'accouchement).

1.3.2. L'âge de l'enfant.

Quand nous observons les différences entre les taux de mortalité des nourrissons belges et néerlandais, selon des catégories d'âge ascendantes, il apparaît clairement que ces chiffres divergent toujours plus. Ceci montre à nouveau clairement que ces différences sont déterminées socialement et non biologiquement.

1.3.3. L'âge de la mère.

Les facteurs sociaux et de milieu comptent plus dans le groupe d'âge le plus jeune (mères de moins de vingt ans). Dans ce groupe se trouve le plus haut taux de naissances « illégales » (7 % contre 1 % dans les autres groupes d'âge), plus de conceptions pré-nuptiales, plus de femmes venant de classes socio-économiques défavorisées, (72 % des filles qui se marient en dessous de 20 ans sont issues de la classe ouvrière). Tous ces facteurs vont de pair avec des taux de mortalité plus élevés des nourrissons.

1.3.4. Nouveau-nés « légaux » et « naturels ».

Les naissances illégitimes ne sont pas les bienvenues en général, aussi la mère célibataire se trouve dans une position sociale faible et elle utilise

(1) On le regrettera d'autant plus que cet aspect était le plus intéressant de l'enquête menée en France par l'INSEE, enquête dont Jacques Nagels a rendu compte dans les Cahiers Marxistes de mars 1974.

en général moins les soins médicaux optimaux. Un contact déficient entre la mère et l'enfant peut être partiellement responsable de taux de mortalité plus élevés des nourrissons. Les causes de décès déterminées par les facteurs de milieu sont plus fréquentes parmi les enfants illégitimes, surtout les morts violentes et les maladies infectieuses.

1.3.5. Nationalité.

Chez les étrangers les taux de mortalité ainsi que de mortalité des nourrissons sont plus bas que parmi la population belge. Si l'on observe les taux de mortalité occasionnés par une cause sociale ou de milieu, on constate un coefficient un tant soit peu plus élevé parmi la population étrangère que parmi la population belge.

En somme donc des chiffres fort comparables à ceux de la population belge autochtone.

1.4. Facteurs médicaux.

Ils ne sont pas faciles à évaluer étant donné une nomenclature souvent imprécise des informations et des possibilités de diagnostic variables selon les régions du pays. Les écarts sont parfois si énormes qu'on peut difficilement les considérer comme fondés sur des différences réelles. Ainsi on estime le taux de mortalité due à des malformations congénitales, dans la province d'Anvers à 0,17 pour mille, tandis que pour la province du Limbourg on donne un taux de 4,20 pour mille. On ne retrouve plus du tout cette différence en ce qui concerne l'âge des nourrissons !

Pourtant la montée du taux de décès suite à des causes violentes est remarquable. Au cours de la dernière décennie, les accidents de la circulation ont également commencé à figurer dans les statistiques concernant les causes de décès, même pour les nourrissons.

II. Mortalité générale de 1 à 99 ans

La comparaison des taux de décès en Belgique avec ceux des Pays-Bas révèle à nouveau un nombre de décès (surtout masculins) plus élevé. La différence est maximale entre la 20^e et la 40^e année, donc précisément à l'âge où le décès par cause exogène et lié au milieu est encore dominant. En comparant les taux de décès des deux sexes, il semble qu'à tout âge le taux est plus élevé chez les hommes. D'un point de vue géographique, la Flandre occupe une place plus favorable que la Wallonie.

En ce qui concerne le décès par cause exogène, il existe un lien direct avec une forte industrialisation ou une main-d'œuvre importante dans l'industrie minière.

On est frappé par certains faits en examinant les causes de décès : ainsi par exemple, dans l'agglomération carolorégienne, la tuberculose des voies respiratoires est une fois et demie plus fréquente que la moyenne pour la Belgique. Les grandes villes sont caractérisées par des chiffres plus élevés pour les différentes maladies des voies respiratoires et pour les suicides.

Le Dr Delanghe montre qu'il est impossible dans notre pays d'avoir une vue sur la fréquence des décès d'après la profession, le secteur d'industrie et la catégorie socio-professionnelle des décédés, à cause des déficiences des statistiques. Quand donc y aura-t-il un changement à cet égard ?

On peut quand même évaluer le nombre d'années de vies perdues pendant la période économique-productive. Il semble que les accidents, la mortalité spécifique des nourrissons, les maladies cardiaques, le cancer, sont — dans l'ordre — responsables pour environ 65 % de la perte par décès pour toutes les années de vie pendant la période économique-productive. Chaque année, dans notre pays environ 7.740 cycles de vie active (45 ans) masculins et 4.890 féminins sont détruits par décès. Chez les hommes entre 20 et 29 ans par exemple, presque 70 % de tous les décès sont causés par des accidents, dont deux tiers par des accidents de la circulation (2). A ce

(2) Voir ci-après, à ce sujet « Les ravages de l'automobile ».

propos on peut attendre un progrès, pour endiguer cette épidémie moderne : les accidents de la circulation, des règlements préventifs et pédagogiques. En ce qui concerne les causes de décès chez les étrangers en Belgique, elles sont en relation directe avec la situation professionnelle de ce groupe de population : ceci est valable par exemple pour la silicose, fréquente chez les travailleurs étrangers, parce que beaucoup ont été employés longtemps dans les mines. En ce qui concerne les maladies dites de civilisation, les cardiopathies et le cancer, les étrangers occupent une place plus favorable que les Belges.

W.J. EYLENBOSCH.

Les ravages de l'automobile

Le GERM (Groupe d'étude pour une réforme de la médecine) a consacré sa Lettre d'information N° 79 (juin 1974) à un thème apparemment peu « médical » : *La dimension sociale, économique et politique de l'automobile*. Comme l'indique une note préliminaire, ce texte de Jan Meesters « se rapproche plus d'une contribution, d'une tentative d'apport personnel et de témoignage que d'une étude systématique ». Tel quel, il constitue, nous semble-t-il, une approche originale et féconde d'un problème qui concerne tous les citoyens.

Jan Meesters s'en prend d'abord à quelques idées aussi tenaces que fausses en matière de circulation routière. Pourquoi, demande-t-il, parler d'« accidents » de la route, alors qu'il semble bien que dans 70 à 80 % des cas, la cause de l'« accident » est d'ordre humain ? Pourquoi ne pas admettre, par ailleurs, que la corrélation entre ivrognerie et accidents de la route est très élevée ? Comment ne pas voir que le conducteur qui a ingéré de l'alcool a non seulement des réflexes perturbés, mais aussi un comportement altéré ? Comment ne pas être frappé par la mentalité asociale, égoïste, des fauteurs d'accidents, et particulièrement de certains récidivistes ?

A partir de ces questions et des réponses qu'il y donne, Jan Meesters montre que le problème des accidents de la route « plonge ses racines dans les aspects les plus généraux de notre mode de vie, de notre civilisation ».

L'auteur oppose ensuite deux conceptions d'intervention « pour sauver la vie des accidentés de la route ». D'une part, l'hélicoptère de secours, qui est fort coûteux, spectaculaire et peu efficace. D'autre part, une rationalisation du réseau hospitalier. Il suffirait en effet d'équiper 20 à 25 institutions existantes d'un service de réanimation cardio-respiratoire de telle façon que les mailles d'un tel réseau national n'excéderaient pas 40 à 50 km. Ceci correspondrait à un rayon d'action maxima de 25 km par l'hôpital, c'est-à-dire une durée maximum de transports de 15 minutes entre le service de réanimation et le point le plus éloigné qu'il serait censé desservir. Tous les accidentés pourraient ainsi être reçus et traités dans une bonne vingtaine d'hôpitaux bien équipés.

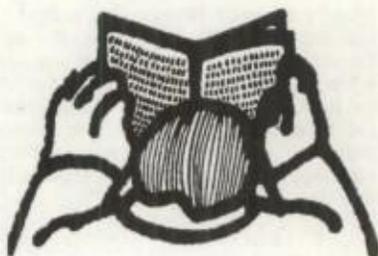
C'est d'autant plus valable comme proposition que les accidents de la route s'aggravent au fil des ans, requérant des équipes de soins ininterrompus (cela signifie 5 fois plus d'infirmières que dans un service traditionnel) et des équipes médicales multidisciplinaires, en lieu et place du traditionnel chirurgical de garde. On notera en passant le petit compte établi par J. Meesters : les automobilistes belges ont dépensé en (inutiles) boîtes de secours l'équivalent d'un hôpital de 200 lits !

Enfin, l'auteur de la Lettre d'information aborde, dans une analyse plus globale, la signification sociale du « cancer de l'automobile », les intérêts qu'il sert, les méfaits qu'il cause, la dépendance qu'il crée. Sans compter les 3.200 morts qu'on lui doit, bon an mal an.

A méditer...

GERM — rue Belliard, 37 — 1040 Bruxelles — Tél. : 02/513.20.39.

Livres



Entre Marx et Bakounine : César De Paepe

par **Bernard Dandois**

Si les cliniques socialistes et les innombrables rues qui portent son nom perpétuent le souvenir de César De Paepe, son œuvre est depuis longtemps tombée dans l'oubli.

La publication de la *Correspondance* de César De Paepe, présentée et annotée par *Bernard Dandois* permet de constater que cet oubli est immérité. Non seulement parce que la personnalité de César De Paepe inspire le respect mais aussi parce que son influence fut durable : le rôle important qu'il joua pendant la période qui aboutit à la création du Parti Ouvrier Belge contribua à donner au mouvement socialiste belge beaucoup de caractéristiques qu'il a longtemps conservées.

En présentant cette correspondance, Bernard Dandois n'a pas voulu écrire une biographie de César De Paepe. Il donne néanmoins un excellent aperçu, concis mais complet, de sa vie militante.

Né en 1841 à Ostende de parents flamands appartenant à la petite bourgeoisie (son père était employé dans un bureau de contributions, sa mère avait été institutrice), César De Paepe fut attiré très tôt par les idées socialistes, notamment sous l'influence du socialiste flamand Moyson et de l'imprimeur Brismée chez lequel il fit son apprentissage de typographe et travailla ensuite comme compositeur quand il dut abandonner ses études de philosophie après la

mort de son père. C'est en travaillant comme typographe que De Paepe fit par la suite des études de médecine, ce qui lui permit de s'installer comme médecin en 1872, à la fois pour des mutuelles ouvrières et comme praticien privé. Atteint de broncho-pneumonie, il mourut en décembre 1890, à l'âge de 49 ans.

Au cours de ses quelque vingt-cinq ans de vie militante, César De Paepe déploya une activité débordante. Participant dès 1865 à la fondation de la section bruxelloise de l'*Association Internationale du Travail* (la *Première Internationale*), délégué à la conférence de l'A.I.T. qui se tint à Londres en septembre, il connut Marx et Bakounine, prit part à toutes les controverses au sein de l'Internationale et effectua un travail harassant de propagandiste (articles, rapports, conférences, meetings) tout en poursuivant son travail de praticien car le « bon docteur » ne voulait pas négliger ses malades, une clientèle composée surtout de prolétaires.

César De Paepe n'eut jamais le temps de rédiger le livre qu'il aurait voulu écrire, des *Considérations et recherches sur le problème social au XIXe siècle*. C'est avec un peu d'amertume qu'il explique pourquoi dans une lettre adressée à Benoît Malon : « J'ai beaucoup discoursé, j'ai passablement écrit aussi, mais dans des journaux et n'ai jamais publié le moindre livre... Entraîné par le tourbillon des occupations médicales et de propagande, c'est à peine si j'ai le temps de lire, en courant à mes affaires, et n'aurai plus jamais le temps d'écrire un travail de longue haleine ». (8 décembre 1878.)

De Paepe n'en jouit pas moins d'un grand prestige dans le mouvement socialiste. Qu'Emile Vandervelde lui-même ait écrit, dans les *Souvenirs* rédigés au terme de sa vie, que César De Paepe « fut le principal théoricien du socialisme belge » est significatif.

En réalité, De Paepe fit preuve durant toute son existence d'un éclectisme bienveillant. Après être passé du communisme de Babeuf au saint-simonisme puis au fouriérisme, il adopta les théories de Proudhon « avec quelques modifications ». Venu au mouvement ouvrier par le biais du rationalisme (il fut toujours un militant actif de la *Libre Pensée*), il subit l'influence du positivisme de Comte et fut ensuite séduit par les théories collectivistes du baron de Colins et par celles d'un géomètre-arpenteur gantois nommé Nicolas De Keyser, ce qui ne l'empêcha pas d'apprécier beaucoup les idées de Marx dont il fit la connaissance à Genève en 1866. Dans l'esprit de César De Paepe, toutes ces théories pouvaient se concilier si bien que lorsqu'il fut arrêté, avec d'autres dirigeants de la section belge de l'Internationale, après les émeutes de Seraing en avril 1869, il déclara en toute simplicité qu'il appartenait « à l'école positiviste d'Auguste Comte, de Proudhon, de Karl Marx le socialiste allemand ». César De Paepe n'assimila jamais vraiment la pensée de Marx. C'est seulement en 1869 qu'il lut *Misère de la philosophie*, qui lui plut, encore qu'il en regrettait le ton polémique « parce qu'il conservait beaucoup de respect pour Proudhon. » Marx lui avait fait parvenir le premier tome du *Capital* lors de sa parution, mais De Paepe connaissait trop peu l'allemand pour le lire et quand il reçut enfin les premières livraisons de la traduction française, en 1875, il ne semble pas qu'il y ait compris grand-chose de plus. Remerciant Marx de son envoi, il lui indiqua « qu'il puiserait dans son ouvrage » pour préparer un cours d'économie sociale mais, l'année suivante, citant les auteurs qui l'intéressaient le plus à ce moment, il mettait sur le même pied « les Allemands Marx et Lassale, l'Anglais Mill et le Russe Tcherny-

tchevsky ». En fait, le socialiste de l'époque dont il se sentait le plus proche fut sans doute son vieil ami Benoît Malon, un ancien communal qui se déclarait « socialiste indépendant » et s'efforçait de rapprocher les différentes tendances socialistes en France (guesdistes, possibilistes, etc.).

Si De Paepe se rangea le plus souvent du côté de Marx dans les conflits qui déchirèrent la Première Internationale, il caressa longtemps l'espoir de réconcilier marxistes et bakounistes. Il fut avant tout, comme il se définit lui-même, « l'homme de la conciliation, de l'union, du groupement de toutes les forces » et le « collectivisme » qu'il prônait était à son image : un mélange de marxisme, d'idéalisme proudhonien et de praticisme britannique.

Cela explique sans doute le prestige dont César De Paepe jouit à une époque où il importait effectivement de rassembler toutes les forces du prolétariat : le Parti Ouvrier Belge constitué quatre années après sa mort fut créé en réunissant des groupes ouvriers, politiques, syndicaux, coopératifs, fort disparates. Mais le fait que l'action et le programme qu'allait adopter ce parti se soient largement inspirés des idées de César De Paepe explique beaucoup de caractéristiques du mouvement socialiste belge.

P.J.

Entre Marx et Bakounine : Correspondance de César De Paepe. Texte de présentation et notes par Bernard Dandois. Editions Maspero. Un volume de 320 pages.

Les concepts élémentaires du matérialisme historique

par Marta Harnecker

De nationalité chilienne, Marta Harnecker enseigna à l'Université de Santiago jusqu'au coup d'Etat militaire. A ce moment, 150.000 exemplaires de son livre, publié en 1969, avaient été vendus au Chili.

Traduit en français par Jacques et Solange Gouverneur-Delaunois, il vient d'être publié par « Contradictions », revue fondée il y a deux ans par de jeunes intellectuels proches de l'Université de Louvain et convaincus de la validité du marxisme. En publiant cet ouvrage, ceux-ci se fixent pour but de contribuer à la diffusion du marxisme « conçu comme instrument de connaissance et de transformation de la réalité.

« *Marta Harnecker allie de manière remarquable la rigueur scientifique et les qualités pédagogiques* », déclare la préface rédigée par « *Contradictions* ». « *Les thèses des grands penseurs marxistes sont ici « redécouvertes » et mises à la portée immédiate du lecteur. Celui-ci trouvera, présentés avec clarté et précision, les concepts de base nécessaires à une analyse scientifique de la société* ». Et le « prière d'insérer » ajoute que l'analyse critique de ces concepts qu'effectue l'auteur « *différencie le contenu de son livre des divers manuels du marxisme que nous connaissons jusqu'ici* ».

En dépit de la sympathie que m'inspire cette initiative, il m'est difficile de partager tout à fait cet enthousiasme. Non pas que l'ouvrage soit dépourvu de qualités mais parce qu'il confirme combien la tâche qu'il se fixe est difficile. Sans doute diffère-t-il de la plupart des « manuels du marxisme » publiés jusqu'ici. Et c'est heureux, car les essais de vulgarisation n'ont que trop souvent favorisé des interprétations mécanistes d'une doctrine dont le propre est d'être aussi souple que la vie. Mais s'en différencie-t-il assez ? Dans *Le Manifeste*, Marx avait montré qu'il pouvait être concis. Si 2.500 pages ne lui suffirent pas pour achever *Le Capital*, c'est donc parce qu'il y avait réellement beaucoup à dire. Le marxisme ne se met pas en pilules, il n'est pas possible de « l'assimiler sans peine en trente leçons » et les tentatives d'en résumer l'essentiel font souvent plus de tort que de bien.

Marta Harnecker ne semble pas redouter la simplification. Ce qui l'amène à recommander « *à qui veut avoir une vision rapide du*

marxisme » de lire le « *Matérialisme dialectique et matérialisme historique* » de Staline, le fameux « chapitre IV » de l'Histoire du PC (b) de l'URSS, qu'elle considère comme « *un bon texte pour commencer* », en reconnaissant certes que « *sa grande simplicité entraîne certaines affirmations qui prêtent à des interprétations erronées* » mais sans trop se soucier, semble-t-il, des conséquences qu'entraîna cette « simplicité » : le blocage de toute véritable recherche philosophique en URSS pendant des dizaines d'années.

Cela ne signifie pas que M. H. ait un penchant pour le dogmatisme et la façon dont elle aborde une série de problèmes importants est souvent excellente. Elle rappelle à juste titre que le procès de production ne produit pas seulement des produits matériels mais reproduit aussi les rapports de production (p. 47), que la socialisation des forces productives n'entraîne pas automatiquement des rapports de production socialistes (p. 61), que les éléments de la superstructure ont une autonomie relative (p. 82), que la structure du pouvoir politique ne se limite pas forcément à refléter la structure du pouvoir économique (p. 109). Elle rappelle aussi qu'« *il ne suffit pas de s'en tenir à la lettre des textes de Marx et Engels, il faut les étudier de manière critique* » (p. 201). Elle souligne qu'il serait faux « *de croire que nous possédons dans le matérialisme historique et le matérialisme dialectique, tels qu'ils nous sont donnés aujourd'hui, des sciences achevées* » (p. 209) et qu'il faut « *non seulement développer la théorie en général, mais aussi développer les applications particulières selon la nature de chaque cas concret* » (p. 210).

Ces excellents principes, Marta Harnecker ne les applique pourtant pas toujours dans son livre. Certains chapitres donnent l'impression que la réalité contemporaine y est vue à travers des textes classiques devenus périmés. Les problèmes du passage du socialisme sont traités sans tenir compte de la façon dont ils se posent aujourd'hui dans les pays industriels développés et la conquête du pou-

voir y est présentée comme à l'époque de Lénine, en reprenant les « indices d'une situation révolutionnaire » (aggravation plus qu'à l'ordinaire de la misère et de la détresse des masses opprimées, etc.) que celui-ci avait énumérés en 1915 pour la Russie de l'époque (p. 193). Les caractéristiques du néo-capitalisme sont également passées sous silence. Les interventions de l'Etat sont présentées de façon schématique (p. 113). On explique que les monopoles accaparent les brevets d'inventions pour en empêcher l'utilisation (p. 64) mais on ne souffle mot des débuts de la révolution scientifico-technique et des conséquences qu'elle entraîne, notamment en ce qui

concerne le rôle des travailleurs intellectuels. Comme on ne souffle mot du problème de l'*aliénation* ou de l'apport de Gramsci.

Certes, nous n'oublions pas que l'effort de formation marxiste entrepris par M. H. s'est déroulé au Chili. Il est compréhensible que les conditions de la lutte pour le socialisme dans les pays développés d'Europe occidentale ne l'aient pas préoccupée. C'est moins compréhensible, pensons-nous, de la part de « Contradictions », dont le terrain de lutte se situe ici.

P.J.

Éditions CONTRADICTIONS, 50, Drève du Duc, 1170 Bruxelles. Un volume de 260 pages. 260 F.

Revue



Les Cahiers du GRIF

Les Cahiers du GRIF ont sorti en juin leur troisième numéro sous le titre « Ceci (n')est (pas) mon corps ». Il s'agit bien entendu du corps féminin, objet d'une réflexion critique, acide et collective.

La méthode de travail que pratique l'équipe du GRIF ne manque pas d'attrait : après une discussion en groupe (une dizaine de participants), un texte est rédigé par un des participants, puis annoté par d'autres (qui ne sont pas forcément les dix premiers). Cela débouche finalement sur quelque chose d'assez stimulant.

L'essai d'analyse auquel se livre ce collectif à étages porte la mar-

que d'une lucidité certaine, mais agressive et souvent outrancière. S'il paraît juste d'affirmer que le corps féminin est triplement exploité dans notre société : 1. comme corps producteur, ou comme source de plus-value, au même titre que l'homme producteur - 2. comme corps reproducteur, fournissant des enfants à la société et assumant la part la plus ingrate de leur « élevage » - 3. comme objet sexuel, objet de consommation — il me paraît faux de nier l'existence même du corps féminin, qui ne serait que « le prolongement du désir de l'homme ». Certes, et le GRIF le montre fort bien, toute une mécanique socio-économique, secrétée par l'Histoi-

re, tend à créer chez la femme cette structure mentale qui l'enchaîne à l'homme, la met à la disposition de l'homme. Mais sans doute le schéma n'a-t-il jamais été absolument juste, et il le devient en tout cas de moins en moins. L'acharnement que déploie Françoise Collin à réduire les « mille jouissances qui s'entremêlent à nos labeurs et à nos sujétions » m'étonne. Il est vrai que cet acharnement nous vaut un morceau de très beau lyrisme, mais pourquoi avoir exclu de cette liste de « jouissances » celles que la femme trouve dans son engagement social, sa présence dans le monde ? La remarque en est faite par une des « annotatrices ». D'autres évoquent la nécessité pour la femme de « se resaisir, de se récupérer », en s'absentant du vieux rapport aliénant — la nécessité d'affirmer son identité, le droit de « se trouver soi-même ». C'est effectivement capital. Mais ce processus n'est-il donc pas en marche ?

Dans le même numéro, une étude de Luce Irigaray sur « Psychanalyse et sexualité féminine », une interview du professeur Périn, de l'UCL, sur les perspectives que les progrès de la science ouvrent à la fécondité, et une lettre de Serge Moscovici sur le tabou de l'inceste.

R.L.

(100 FB le numéro - 59, rue Henri Van Zuylen, 1180 Bruxelles).

La Nouvelle Critique

Le numéro de juin-juillet (N° 75) comporte 38 pages consacrées à l'analyse des présidentielles : l'avancée de mai !

L'important livre de Lucien Sève, **MARXISME ET THEORIE DE LA PERSONNALITE**, en est, et c'est heureux, à sa troisième édition. Celle-ci est encore augmentée d'une importante postface de 80 pages où l'auteur répond à des critiques et incompréhensions. Une partie de cette postface est publiée ici. Sève y rappelle sa deuxième réponse au marxiste polonais Adam Schaff : « Contre l'humanisme spéculatif, j'affirme (avec la négative de la VIe Thèse) que

l'individu n'est absolument pas premier par rapport aux rapports sociaux, et qu'il ne saurait donc être scientifiquement le **point de départ**; mais contre la réduction du marxisme à un antihumanisme théorique, j'affirme (avec l'affirmative de la VIe Thèse) qu'à partir de la science des rapports sociaux il est pleinement possible de revenir à la compréhension des individus concrets, justement parce que les rapports sociaux, loin de leur être étrangers, constituent la **réalité de leur essence** ». (Il s'agit des thèses de Marx sur Feuerbach).

Deuxième partie de l'étude de Jacques Pesanti sur **IRRATIONALISME DE LA FAILLITE OU FAILLITE DE L'IRRATIONALISME**. Contre les « robinsonnades » et autres théories du « bon sauvage » d'une certaine écologie, l'auteur rappelle que l'idée même que nous nous faisons de la nature relève de l'idéologie. A l'époque du capitalisme de libre concurrence, le thème dominant était celui de la lutte pour la vie, la sélection naturelle justifiant l'anarchie et la concurrence capitalistes. Aujourd'hui, il ne faut plus lutter contre le capitalisme — baptisé société industrielle — mais fuir. La nature devient refuge ! Des ardeurs militantes sont ainsi dévoyées et capitalisme et socialisme renvoyés dos à dos au nom de la nuisance industrielle. Ainsi nous prône-t-on aujourd'hui la frugalité et l'austérité au nom même du « bonheur » et revoici l'utopie du retour en arrière dont il faut rappeler que **Jean-Jacques Rousseau avait déjà montré l'impossibilité**.

J'attends avec impatience la publication prochaine aux Editions sociales d'un recueil d'ECRITS DE MOSCOU de Georges LUKACS. Moscou où Lukacs polémiqua, notamment, contre un groupe de la critique soviétique d'alors. Claude PREVOST préfacera cet important recueil.

Encore dans ce numéro, un texte de Jean GENET qui ne pouvant citer à l'ORTF le nom de Giscard a entrepris de l'y raconter.

LA NOUVELLE CRITIQUE, cent pages de toute haute tenue.
Alain DAWANCE.

Europe

« *La Poésie et la Résistance* », tel est le thème auquel a été consacré le volumineux numéro de juillet-août de la revue littéraire française « Europe », le premier à sortir après la mort de son directeur, Pierre Abraham.

Pour la première fois, trente ans après la Libération, est entrepris un examen détaillé et approfondi d'un phénomène littéraire et historique qui a établi une nouvelle relation entre écrivains et public. Que la poésie de la Résistance ne se laisse pas enfermer entre 1940 et 1944, c'est ce que démontre Jacques Gaucheron au seuil de ce numéro qui n'a pas voulu donner une anthologie d'œuvres célèbres, mais une série de pénétrantes études, ainsi qu'un panorama de secteurs mal explorés comme celui des chansons et libelles, ou encore celui des poèmes de résistants juifs ou de résistants allemands de France. A des textes importants de Tristan Tzara, Max-Pol Fouchet, Jacques Madaule, etc. s'ajoutent (notamment) une chronologie et une bibliographie de grande valeur.

Consacrer un numéro à la littérature populaire, les collaborateurs d'« Europe » y pensaient depuis longtemps mais il y avait un écueil : quelles seraient les frontières avec une littérature qui ne serait pas populaire ? Les auteurs ont donc adopté un critère technique, un objet matériel : Le roman feuilleton, thème du numéro de juin où sont évoqués « Chaste et flétrie », « La porteuse de pain », « Le gentilhomme félon », « Roger la honte », etc... et aussi bien sûr, Alexandre Dumas. Des études appliquent les théories les plus récentes sur la structure du récit mais on trouve aussi des souvenirs comme ceux de Jean Leclercq qui, dans « Roman feuilleton et condition ouvrière au XIXe siècle », a sans doute raison de récuser le mot « mélo » qui tendrait à faire croire que ce n'était pas possible toutes les misères décrites dans ces romans. En effet, et je prends la responsabilité de cette double affirmation, combien de pieux professeurs de lit-

térature affirment encore aujourd'hui que le Zola de « Germinal » exagère alors qu'il n'a pas osé aller jusqu'au bout de sa documentation sur les conditions de vie, de travail et de lutte des mineurs au XIX siècle pour, justement, rester plus crédible !

Pour avril-mai, un « Corneille », selon une préoccupation constante de la revue de reprendre des œuvres passées pour les analyser à la lumière d'aujourd'hui. Nous n'aurions guère raison, écrivait Pierre Abraham dans sa présentation, « de penser que, pour vivre, Corneille ne sert à rien » or, « le XVIIe siècle arrive maintenant à la frontière de l'incompréhensible, qu'a déjà transgressée le XVIe. » Ainsi, voir l'article de Colette Cosnier, « L'illusion comique, est une pièce baroque, mais elle n'est guère drôle et il ne faut pas faire de contresens sur le titre „comique” qui ne signifie pas ici „amusante” mais „relatif aux comédiens, au théâtre, comme dans le Roman comique de Scarron”. »

En mars, un excellent « Freud » dont il aurait peut-être fallu rendre compte longuement. Ce numéro dont Catherine B.-Clément fut le maître d'œuvre, comme le soulignait Pierre Abraham, n'est pas tellement « hors littérature » qu'il y paraît, si l'on veut bien peser le tonnage des œuvres « littéraires » que Freud a, directement ou indirectement, inspirées.

Alain DAWANCE.

Liste des numéros disponibles : 21, rue de Richelieu, 75001-Paris.

L'Ecole et la Nation

N° 240 - juin 1974

Dans sa livraison de juin, cette revue mensuelle du Parti communiste français nous propose un entretien avec Georges Snyders, auteur de ces deux importants ouvrages que sont « Pédagogie progressiste » et « Où vont les pédagogies non-directives ? ».

La pédagogie est certes un problème de communication, et aujourd'hui le discours que le professeur apporte ne touche guère les élèves. Mais on ne peut sé-

parer la crise de la communication d'une crise des contenus (même si ce problème des contenus est le problème fondamental de la pédagogie), de la crise de la société. « Notre société, au point où en est parvenue la faillite du capitalisme monopoliste d'Etat, ne peut plus s'expliquer elle-même, elle n'ose plus dire sur elle-même la vérité; ce qu'elle fait, elle n'ose pas le dire, ce qu'elle dit, elle ne le réalise pas ». Or on ne peut enseigner si on n'ose prendre position, et trop d'enseignants se voient amenés à se réfugier dans les seuls exercices formels.

Snyders voudrait « réintégrer » les résultats de Bourdieu-Passeron, pour qu'ils ne conduisent pas aux attitudes de démission qu'il résume dans le nom d'Illich. Snyders cherche du côté du marxisme un progrès de la pédagogie en es-

sayant de faire une synthèse entre contenus et méthodes, persuadé qu'il est qu'enseigner des contenus de gauche suscitera des méthodes réellement nouvelles et des rapports nouveaux de maître à élève.

Au même sommaire, le dossier du mois est consacré à la Hongrie, avec une étude sur l'enseignement et une interview de Gyorgy Aczel — et un ensemble « Savoir pour faire savoir » avec notamment « Le roman, le travail, et le travail du roman », un entretien avec Claire Etcherelli dont le « Drapeau rouge » a donné en feuilleton le très beau roman « Elise ou la vraie vie ».

Et, bien sûr, les chroniques habituelles et notamment la recension des livres pour enfants et pré-adolescents.

Alain DAWANCE.

LA « BANQUE DES FAMILLES »
QUI VOUS OFFRE
UN SERVICE COMPLET

Toutes formes d'épargne

Toutes sortes de crédit

Caisse d'Assurances

Rentes et pensions

CGER 

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad. 29-31, 1000 Bruxelles

40 F